

Critique du livre de Daniel Gluckstein, *Lutte des classes et mondialisation*

par Wolfgang

Le livre du camarade Daniel Gluckstein, *Lutte des classes et mondialisation*, propose une appréciation d'ensemble de l'impérialisme aujourd'hui, étayée par un ensemble de faits assez important et précédée d'une présentation sommaire de certains concepts marxistes fondamentaux. Durant les quelques mois qui ont suivi sa publication, ce livre a été placé au centre d'un certain nombre de réunions de formation et a été lu par une partie des militants du CCI. On ne peut que se féliciter de la décision qui fut prise alors de mettre en œuvre une campagne de formation et d'ouvrir la discussion autour de cet ouvrage : la réflexion et le débat théoriques ne peuvent qu'être bénéfiques à notre organisation et à notre compréhension commune de la situation actuelle du monde et de l'impérialisme.

Mais la discussion aurait dû et devrait, à mon avis, être effectivement généralisée et prendre la forme d'un vrai débat théorique, donc politique, entre nous. Or force est de constater que la discussion n'a pas été véritablement organisée et contrôlée de manière à ce que tous les camarades y participent activement. Plus fondamentalement, la cause de cette situation me semble résider dans le caractère unilatéral pris par la discussion et par les réunions de formation, sous la responsabilité de la direction du CCI. Par exemple, les interviews publiées dans la *Lettre de la Vérité*, n° 84, qui a rendu compte du premier camp national de cadres du CCI, de même qu'un certain nombre de propos tenus par des camarades, me semblent témoigner du fait que ceux-ci, dans leur grande majorité, semblent considérer qu'il y a d'un côté "le livre" — comme ils disent — qui serait en quelque sorte porteur de la vérité et, d'un autre côté, eux-mêmes, militants qui s'efforcent de découvrir cette vérité par une telle lecture. Nul ne semble soumettre cet ouvrage à une analyse critique, malgré l'invitation de l'auteur à le faire (p. 20). Autrement dit, il y a un risque que la "discussion" se ramène à un pur et simple apprentissage de "vérités" toutes faites. Cette attitude face à la théorie me semble avoir pour cause le choix de la direction de considérer le livre du camarade Daniel Gluckstein comme une sorte de "manuel" marxiste à valeur scientifique. Or cela est d'autant plus regrettable que, selon moi, cet ouvrage comporte un grand nombre de passages dont la validité théorique et/ou le caractère probant sont très contestables.

Plus précisément, les chapitres X à XV me semblent globalement convaincants. Daniel Gluckstein nous y propose, sur la base d'un ensemble de faits assez important, une analyse de la politique impérialiste aujourd'hui, de telle manière que l'on arrive à saisir les liens existant entre les différents éléments de l'analyse. Cela permet de rendre compte des tendances du mode de production actuel d'un point de vue global et d'exposer, de manière le plus souvent claire et cohérente, les analyses politiques qui sont les nôtres. En revanche, les chapitres II à IX (ainsi que certains passages du chapitre XV et des "études complémentaires") sont à mon avis beaucoup moins convaincants et contiennent même un grand nombre d'explications et d'analyses erronées. Je vais donc, dans la suite de cette contribution à la discussion, m'en tenir essentiellement à ces chapitres-là, afin d'essayer de montrer concrètement ce que j'y vois de faux, unilatéral ou inexact.

Je commencerai par les très importants problèmes théoriques que soulève la manière dont Daniel Gluckstein présente, dans la première partie de son livre, certaines catégories¹ marxistes fondamentales.

I. Sur la plus-value

Il me semble que la présentation de la catégorie — essentielle entre toutes — de la plus-value, est tellement simplifiée et soumise à une visée didactique, qu'elle conduit à de véritables erreurs de compréhension¹.

1) Je commencerai par un problème apparemment secondaire, mais significatif d'une certaine confusion théorique qui se retrouve en bien des endroits de l'ouvrage.

Contrairement à ce qu'affirme Daniel Gluckstein à plusieurs reprises (p. 159, p. 161, p. 369...), les secteurs des transports, de l'énergie et des télécommunications — comme d'ailleurs bien d'autres “services” — sont directement productifs. Loin de servir seulement à la circulation des marchandises, ils sont eux-mêmes producteurs de valeur d'usage et de valeur d'échange. Ils se distinguent en cela d'autres services comme le commerce ou les banques qui, pour leur part, ne produisent pas de plus-value, parce qu'ils servent seulement à la réalisation ou à l'accumulation de celle-ci — et détournent à leur profit une partie de la plus-value produite par les secteurs productifs.

Comme Marx l'explique dans quelques textes, ce que nous appelons aujourd'hui les “services” sont, dans un certain nombre de secteurs très importants, des *marchandises*. Souvent “immatériels” en apparence, ils n'en sont pas moins définis, comme toute marchandise, par leur “double caractère de valeur d'usage et de valeur d'échange”. En effet, la catégorie de “valeur d'usage” n'implique pas nécessairement le caractère empiriquement “matériel” de la marchandise : il ne faut pas confondre la *matérialité* avec l'*utilité*, qui seule définit la “valeur d'usage” (utilité par rapport à un besoin humain quelconque)².

L'exemple dont Marx traite explicitement est celui de l'industrie des transports³. Il explique : “Ce que vend l'industrie des transports, c'est le transfert lui-même. L'effet utile produit est lié indissolublement au procès de transport, c'est-à-dire au procès de production de l'industrie des transports. (...) Ainsi la formule serait pour l'industrie des transports :

¹ Le terme de “catégorie” en général (de même, d'ailleurs, que celui de “concept”) et, dans une moindre mesure, celui de “catégorie économique” en particulier, sont employés constamment dans les textes de Marx. Il est donc erroné d'écrire, comme le fait D. Gluckstein p. 461, que “Marx, à de nombreuses reprises, polémique contre l'idée selon laquelle le capital serait une catégorie économique. Non, martèle-t-il, le capital est un rapport social d'exploitation”. En vérité, le fait que le capital, comme toute réalité sociale, soit un “rapport social” (en l'occurrence un “rapport social d'exploitation”) n'empêche nullement que sa représentation dans et par la pensée soit une “catégorie” (en l'occurrence une catégorie socio-économique). Ici comme à plusieurs autres endroits de ce livre, un certain plaisir de polémiquer l'emporte manifestement sur le souci de vérité. Ceci dit une fois pour toutes : pour ne pas trop alourdir la présente contribution, je m'en tiendrai à celui-ci et ne prendrai pas en compte les passages de polémique gratuite ou inefficace.

² Soit dit en passant, contrairement à ce qu'écrit Daniel Gluckstein p. 9, ce n'est pas en 1862 que “le terme de 'plus-value' apparaît pour la première fois sous la plume de Marx”, mais c'est dès l'automne 1857, dans ce qui constitue la première rédaction d'ensemble du *Capital*, parue aux Éditions sociales sous le titre *Manuscrits de 1857-1858. “Grundrisse”*. Dans ce manuscrit — qui mérite d'être lu et étudié — non seulement le terme, mais encore la théorie de la plus-value dans ses grandes lignes est exposée par Marx pour la première fois.

³ Cette tendance à croire que la marchandise est nécessairement une “chose”, un objet matériel, se retrouve d'une certaine manière dans la note de la page 369, où Daniel Gluckstein, pour distinguer le “secteur manufacturier” des autres secteurs industriels (extraction, énergie, bâtiment...) le définit comme le secteur de la “production de marchandises” — comme si les matières premières, l'énergie et les immeubles n'étaient pas eux aussi des marchandises... Dans le même sens, Daniel Gluckstein réserve au seul “investissement manufacturier” le nom d'“investissement strictement productif” (p.141) — limitation erronée, qui résulte là encore d'une vision des choses matérialiste vulgaire (empiriste, non conceptuelle, donc non scientifique).

³ Cf. *Le Capital*, Éditions sociales (E. S.), tome IV, pp. 52-53 et p. 147, ainsi que *Théories sur la plus-value*, E. S., tome I, pp. 481-482.

$$A - M \{T + Mp\} \dots P - A',$$

puisque c'est le procès lui-même, et non un produit séparable de lui, que l'on paie et que l'on consomme."¹ Cette "formule" particulière se distingue donc de la "formule générale" qui exprime le processus de production capitaliste et qui peut s'écrire :

$$A - M \{T + Mp\} \dots P \dots M' - A',$$

où l'on voit que la production de marchandises matérielles passe par un procès de production (symbolisé par "P") distinct dans le temps des autres étapes du processus ; en revanche, dans le cas d'une production de services comme le transport, le processus de valorisation (ou processus de mise en valeur du capital avancé par la création d'une valeur nouvelle) ne coïncide pas avec un processus de création de marchandises nouvelles. La "formule" exprimant le procès de production de la plus-value dans le cas de la production "immatérielle" se distingue donc de la "formule générale" par le fait que, dans le premier cas, le procès de production en tant que tel ne se distingue pas empiriquement de la marchandise qu'il produit, puisque cette marchandise n'est pas une "chose", mais un "service", ce que Marx appelle un "effet utile".

Marx explique très clairement que le "produit du procès de production" peut être soit une "chose utile matérielle distincte des éléments du capital productif", soit un "effet utile" indissolublement lié à ce procès, et qui "se comporte absolument comme d'autres marchandises". Le fait que la production des services soit simultanée à leur consommation concerne exclusivement le caractère propre de leur valeur d'usage (qui est immatérielle) ; or, le point de départ de la théorie marxiste est la distinction rigoureuse des deux caractères de toute marchandise : la valeur d'usage et la valeur d'échange (produites respectivement par le côté "travail concret" et le côté "travail abstrait" du travail humain). Le fait qu'il ne reste aucune trace de la *valeur d'usage* du service une fois qu'il a été produit-consommé ne signifie donc nullement que sa *valeur* ne reparaisse pas dans le produit final pour lequel il a été utilisé, ainsi qu'il en va pour tous les moyens de production.

Or tout cela est en réalité évident : on aurait du mal à comprendre l'importance que les capitalistes attachent à la privatisation des services publics de transports, d'énergie et de communication, en particulier, si ces services ne dégagent pas réellement ou potentiellement — sous réserve, bien souvent, de restructurations et de suppressions d'emplois massives — une masse considérable de plus-value².

2) Pour illustrer la définition de la plus-value, Daniel Gluckstein analyse le tableau des *Comptes de l'industrie française* pour les années 1980 (page 58 et suivantes). L'intérêt didactique de ces pages n'est qu'apparent : en réalité, loin d'éclairer le concept, elles l'obscurcissent.

a) Tout d'abord, je ne vois pas en quoi l'examen de ce tableau prouverait quoi que ce soit de la validité de la théorie marxiste de l'exploitation. Contrairement à ce qu'affirme Daniel Gluckstein, ce tableau ne dit nullement que toute la plus-value *provient uniquement* du travail salarié. Aux yeux des économistes bourgeois et des capitalistes en général, la valeur ajoutée

¹ Rappelons que, dans ces formules, "A" signifie l'*argent* que le capitaliste avance comme capital de départ, "M" symbolise les *marchandises* qu'il achète avec cet argent (la force de travail (T) et les moyens de production nécessaires à l'entreprise (Mp), M' désigne l'ensemble des marchandises produites par l'entreprise (et dont la valeur est supérieure à celle de T + Mp, puisqu'elle intègre la plus-value produite par les salariés), A' exprime l'argent obtenu par la vente de ces marchandises sur le marché (A' est donc supérieur au A de départ).

² L'évidente appartenance des transports à la sphère de la production est d'ailleurs indiquée dans la citation d'Eugène Varga reproduite par Daniel Gluckstein p. 81.

provient de *l'ensemble* du capital investi. Les distinctions faites entre les “rémunérations”, les “impôts” et l’ “excédent brut d’exploitation” (EBE)³ le sont du point de vue (bourgeois) de la *répartition* de la valeur ajoutée, et ne signifient rien quant à l’*origine* de celle-ci. Marx, au contraire, dans le cadre de sa “critique de l’économie politique”, se place du point de vue de la *production* de la valeur, et c’est dans cette perspective qu’il distingue le capital constant et le capital variable.

Le fait brut qu’une pierre tombe quand je la lâche prouve-t-il de près ou de loin que la théorie de Newton est vraie et que celle d’Aristote est fautive ? Évidemment non. L’expérience qui confirme ou infirme une théorie scientifique n’est jamais le fait brut de l’ “expérience” immédiate. De même, le tableau présenté par Daniel Gluckstein ne confirme ni n’infirme la théorie de Marx, pas plus que celle de Smith, celle de Walras, ou une autre. Une théorie a pour fonction d’expliquer un *ensemble* de faits ; il est bien évident que, si l’on essaie de la “vérifier” en regardant si elle “correspond” bien à tel ou tel fait individuel qu’elle a précisément pour fonction d’expliquer, on peut être sûr de réussir, à moins que la théorie soit absurde... En tant que tel, un fait est un fait, et il ne va pas changer selon la manière dont on l’explique : c’est pourquoi la valeur ajoutée et l’ensemble salaires + plus-value *coïncident* empiriquement. Mais l’intérêt de la théorie de Marx réside dans *la façon dont il explique la provenance de cette valeur*, qui selon lui a pour unique origine le travail humain.

De même, les “observations” dont Daniel Gluckstein fait suivre son explication du tableau, n’indiquent que ce qu’il veut *a priori* prouver : il affirme, en effet, que ce tableau “confirme donc indiscutablement [!] que l’exploitation du travail salarié est la source de toutes les richesses nouvelles et de tous les profits, *sous quelque forme qu’ils se répartissent (...)*” (c’est-à-dire le profit industriel proprement dit, l’intérêt perçu par le commerçant, par le banquier, etc.). Malheureusement, ce tableau ne *prouve* rien de cela non plus. Si Daniel Gluckstein avait examiné le tableau des comptes des banques françaises, il aurait pu expliquer également la même chose, puisqu’il aurait constaté une augmentation de la valeur ajoutée. Or cela aurait été erroné d’un point de vue marxiste, puisque, comme il le rappelle lui-même à un autre endroit, le secteur bancaire, pour les marxistes, ne produit pas de plus-value !

En un mot, il est complètement erroné de dire que “ce tableau confirme indiscutablement qu’ (...) il s’agit bien du mécanisme de l’exploitation capitaliste” tel que l’explique Marx¹. Pour *prouver* que Marx a raison, on ne peut se contenter de *montrer* un tableau des comptes de l’industrie française, qui en lui-même n’*explique* rien.

b) En outre, selon Daniel Gluckstein, le tableau en question montrerait que “la valeur de la force de travail a constamment baissé”. Mais la seule indication offerte par ce tableau est que la part des profits dans la valeur ajoutée des entreprises industrielles a constamment crû *par rapport* à la part des salaires. Or, premièrement, le concept de salaire ne se confond pas avec celui de valeur de la force de travail, puisque le salaire n’est que le prix de cette marchandise sur le “marché du travail” et que le prix ne coïncide jamais parfaitement avec la valeur qui le détermine. Ensuite et surtout, le fait que la part des profits ait augmenté par rapport à la part des salaires n’empêche pas, en l’occurrence, que celle-ci ait également crû de

³ Au sujet de cette notion, Daniel Gluckstein note entre parenthèses : “c’est le terme même utilisé par les capitalistes”, voulant dire par là que ceux-ci reconnaissent eux-mêmes que l’EBE ne provient que de l’exploitation, au sens marxiste, de la force de travail. En réalité, il n’en est rien. Dans le langage capitaliste, on ne parle d’exploitation que pour une entreprise ou pour une terre, jamais pour le travail salarié : la bourgeoisie ne reconnaît pas que son régime est fondé sur l’exploitation de l’homme par l’homme.

¹ Soit dit en passant, Daniel Gluckstein va plus loin encore : pour lui, ce tableau mettrait “en évidence” (!) non seulement que “nous sommes toujours (...) en régime capitaliste fondé sur l’extorsion de la plus-value par l’exploitation des travailleurs”, mais encore que nous y sommes “même plus que jamais”. Mais de deux choses l’une : soit nous ne sommes plus en “régime capitaliste” (ce que, d’ailleurs, personne ne dit, ni ne pense), soit nous y sommes toujours, et dans ce dernier cas le plus ou moins grand *degré* d’exploitation, n’étant qu’une différence quantitative, ne change rien à la *nature* du régime : qu’un ouvrier soit plus ou moins exploité ne signifie pas qu’il soit plus ou moins “en régime capitaliste”...

manière absolue, même si ce fut moins vite que la première. L'augmentation massive de la valeur ajoutée signifie que les entreprises industrielles ont produit une masse accrue de valeur en général et de plus-value en particulier. Or le fait, pour les travailleurs, de produire plus de valeur qu'auparavant signifie seulement que leur travail est plus intensif et/ou qu'ils sont eux-mêmes plus nombreux à produire. — En revanche, ce tableau ne nous dit rien de la *productivité*, dont l'analyse seule permettrait de savoir si la valeur de la force de travail dans la France des années 1980 a effectivement baissé. On se doute, bien évidemment, que la productivité a augmenté de manière importante ; mais, encore une fois, cela n'a pas de rapport immédiat avec le taux du salaire (qui dépend avant tout de la lutte des classes et de ses résultats acquis) ; et, en l'occurrence, le tableau indique clairement que la masse des salaires a augmenté globalement. En fait, comme nous le verrons plus loin, il est faux de dire que le niveau de vie moyen des travailleurs s'est "effondré" à cette époque. Pourtant, Daniel Gluckstein développe plus loin son affirmation selon laquelle "la valeur de la force de travail a constamment baissé" en soutenant que, pendant les années 1980 en France, "production et consommation s'effondrent" (p. 133) et que "chaque fois que la productivité progresse, disons, de 10%, les salaires — pouvoir de consommation — baissent de plus de 10%. Donc, le pouvoir de consommation (salaire réel) régresse" (p. 174). Bref, Daniel Gluckstein lit dans son tableau non seulement ce que celui-ci ne dit pas, mais encore, en l'occurrence, l'exact contraire de ce qu'il indique.

c) La "troisième observation" de Daniel Gluckstein ne me semble que partiellement pertinente.

Il est vrai que, comme le tableau l'indique, "la part du 'revenu disponible brut' qui est investie en rapport avec le développement strict de l'industrie va en se réduisant de manière relative". Au demeurant, étant donné l'ampleur des profits industriels dans la France des années 1980, cela se comprend : en régime capitaliste, l'accumulation productive est limitée non par les capacités absolues d'investissement, mais par la seule nécessité de n'augmenter la productivité et la production que dans l'objectif d'augmenter la masse des profits, c'est-à-dire sans pour autant risquer la "surproduction".

En revanche, le fait que, à partir de 1986, "les capitalistes empruntent de moins en moins aux banques pour investir dans la production" ne signifie pas *ipso facto* que "leurs activités sont de moins en moins tournées vers l'activité productive", si l'on entend par là que leurs investissements productifs diminuent de manière absolue. En l'occurrence, cela signifie d'abord que l'accroissement très important de leurs profits leur permet de s'autofinancer dans une proportion croissante, quelle que soit par ailleurs la nature de leurs activités, afin de ne plus avoir à payer les intérêts des emprunts bancaires¹. Par ailleurs, l'augmentation rapide de la productivité et de la valeur ajoutée dans les entreprises industrielles rend invraisemblable l'affirmation selon laquelle elles "investissent de moins en moins dans la production", si l'on entend ce "de moins en moins" de manière absolue.

Il n'en reste pas moins que, dans le cadre de l'augmentation de la productivité et de la production, dans le cadre d'une augmentation des investissements industriels en France dans les années 1980, une part croissante des bénéfiques (eux-mêmes croissants) se soit effectivement détournée de la production. S'il est donc faux d'affirmer que les "activités [des entreprises industrielles] sont de moins en moins tournées vers l'activité productive", car cette phrase

¹ Daniel Gluckstein l'explique lui-même ailleurs. Il écrit, en effet, p. 129 : "Les entreprises cherchent avant tout à se désendetter, pour accroître leur rentabilité, en réduisant les charges d'intérêt, et se procurent des capitaux sur les marchés boursiers, en promettant aux actionnaires des dividendes élevés et des cours en hausse." Corrélativement, "les banques financent de moins en moins d'investissements productifs, et de plus en plus d'opérations spéculatives. La part du système bancaire international dans le financement de l'économie mondiale est passée de 64,5% en 1985 à 22,6% en 1993." — Mais tout cela ne signifie pas que "l'accumulation financière se développe sur la base de la tendance à la désaccumulation du capital productif". Il semble que cela soit faux en général et en ce qui concerne la France des années 1980 en particulier ; mais je reviendrai plus tard sur cette question (pp. 14 à 16 et p. 21).

signifierait que cela vaut de manière absolue, il n'en est pas moins vrai de dire qu'une part croissante des profits s'est détournée de la production. Mais, selon le tableau présenté, l'investissement en capital dans l'industrie française des années 1980 n'a pas cessé de croître de manière absolue, bien au contraire. Ici comme ailleurs (nous aurons maintes occasions de le constater par la suite), Daniel Gluckstein fait passer des données relatives pour des données absolues et des *rapports* entre des données pour des faits "bruts".

d) Il s'ensuit que la conclusion générale que Daniel Gluckstein tire de ses observations n'est pas adéquate aux faits examinés.

Il écrit, en effet, que les "chiffres" du tableau "témoignent également [du fait] que ce régime est arrivé à un niveau de décomposition où, d'une part, la classe capitaliste, pour préserver sa marge de profit, voire l'augmenter, recourt systématiquement à l'abaissement de la valeur de la force de travail, ce qui revient, nous le verrons plus loin, à une véritable politique de destruction des forces productives ; et, d'autre part, à soustraire des fractions grandissantes de ces profits de l'activité productive vers d'autres activités parasitaires destructrices de l'économie".

Ici encore, je ne vois pas en quoi "les chiffres" du tableau "témoignent" en eux-mêmes de la "décomposition du capitalisme". Ils pourraient tout aussi bien indiquer le contraire, si l'on s'en tenait à eux : ne témoignent-ils pas de l'augmentation rapide et importante de la valeur ajoutée, c'est-à-dire de la richesse matérielle créée par les entreprises industrielles capitalistes¹ ? De même, à lui seul, ce tableau, s'il indique certes qu'une fraction grandissante des profits se détourne de la production (sans empêcher, dans les années 1980, en France, l'augmentation absolue du capital investi dans celle-ci), il ne *prouve* nullement que cette fraction des profits aille vers des "activités parasitaires destructrices de l'économie" (je souligne). *En eux-mêmes*, les "transferts de capital" et les acquisitions d'"actifs incorporels" ne sont pas nécessairement destinés à alimenter des "activités parasitaires destructrices de l'économie" : cela dépend. La spéculation sur les actions des entreprises existait déjà au XIXe siècle : c'était en un sens une activité parasitaire, puisque non directement productive, mais elle n'en était pas moins indispensable au drainage des gros capitaux, qui eux-mêmes servaient à développer les grosses entreprises de production. On ne peut donc pas considérer, en l'occurrence, que les affirmations de Daniel Gluckstein soient fondées sur le document examiné : le tableau en question ne dit pas si l'acquisition d'actifs incorporels a signifié l'achat d'actions d'une autre entreprise, une pure spéculation sur les monnaies ou sur des produits dérivés, etc. Enfin, il est paradoxal de parler ici d'une "difficulté grandissante de la mise en valeur du capital, en particulier du fait de la résistance opposée par la lutte de classe", puisque Daniel Gluckstein vient de nous expliquer lui-même que, dans les pays de l'OCDE, "le rendement du capital dans le secteur des entreprises² a constamment progressé, tandis que la valeur de la force de travail a constamment baissé" — c'est-à-dire que le capital s'est de mieux en mieux valorisé — à cause des coups portés contre les salariés, contraints de reculer.

En réalité, si Daniel Gluckstein écrit tout cela, c'est qu'il a l'œil sur d'autres phénomènes que ceux indiqués par son tableau, en particulier sur les analyses qu'il présente

¹ En tout cas, je crois que ce qu'écrit Daniel Gluckstein plus loin dans son livre à propos de la France des années 1980 est particulièrement exagéré. Il écrit, en effet, que "cette période, chacun le sait, n'a connu aucune reprise de l'activité économique, bien au contraire. C'est l'époque où le nombre de chômeurs passe, en France, de 1,5 million à plus de 4 millions, où des secteurs essentiels de l'industrie lourde sont liquidés, où production et consommation s'effondrent" (p. 133). Il me semble que les comptes de l'industrie française montrent, au contraire, que l'activité économique et la production croissent ; quant à la consommation des années 1980 en France, cf. plus loin, p. 18.

² Daniel Gluckstein confond manifestement, ici (p. 61), les entreprises en général et les entreprises industrielles en particulier. C'est d'autant plus dommage que l'examen des différences de rentabilité entre les différents types d'entreprises serait certainement très instructif et très utile à sa démonstration...

lui-même dans la deuxième partie de son livre. Certes, notre compréhension marxiste du stade actuel auquel est parvenu le régime capitaliste doit partir des faits, et ne cesser d'y revenir ; mais, d'une part, elle ne se contente pas de telle ou telle donnée isolée, coupée des autres ; et, d'autre part, elle ne s'en tient pas aux faits "bruts", parce que ceux-ci, en eux-mêmes, n'expliquent jamais rien. Si tel était le cas, s'il suffisait d'examiner quelques chiffres et statistiques pour comprendre la réalité et pour vérifier la théorie de Marx, tout le monde serait marxiste ! Les marxistes ne sont pas des empiristes. En particulier, les chiffres ne sont pas transparents, ils ne laissent pas voir "derrière" eux la réalité, dont ils expriment seulement certains aspects qui, purement quantitatifs, resteraient en eux-mêmes des points aveugles sans la lumière de la théorie, c'est-à-dire sans l'explication rationnelle de la réalité. Le "marxisme" désigne une méthode, une théorie et une politique, qui permettent de comprendre la réalité grâce à sa cohérence et à sa puissance explicative.

A la fin de son deuxième chapitre, Daniel Gluckstein écrit qu' "il ne s'agit pas là d'une appréciation d'ordre idéologique, d'un jugement d'ordre moral ou encore d'une prise de position politique. Il s'agit, tout simplement, du constat qui découle de l'analyse des chiffres fournis par la classe capitaliste elle-même". Comme on l'a vu, il aurait certainement été plus près de la vérité s'il avait dit le contraire.

3) Dans la deuxième partie de l'ouvrage, on retrouve évidemment des traces de ces inexactitudes en ce qui concerne la nature de la plus-value.

Daniel Gluckstein caractérise le stade de l'impérialisme comme celui où "les gains de plus-value ne peuvent, de plus en plus, se réaliser que dans l'offensive contre la classe ouvrière pour abaisser la valeur de sa force de travail". Je ne vois pas en quoi cette détermination serait une spécificité du stade impérialiste. Marx explique au contraire que la lutte de classes est le moteur de l'histoire, c'est-à-dire que, dans le mode de production capitaliste, les classes antagonistes n'ont de cesse de se battre, l'une pour abaisser la valeur de la force de travail, l'autre pour la maintenir ou l'augmenter. Il s'agit là d'une tendance constante, nécessaire, essentielle, du capital, *qui ne peut exister qu'en accroissant la productivité, c'est-à-dire en tendant incessamment à abaisser la valeur de la force de travail*, puisque, comme on le sait, la valeur de la force de travail varie avec la productivité — plus précisément avec la productivité dans les branches qui produisent les biens de consommation courante.

Daniel Gluckstein distingue deux "types" de plus-value relative : celle qui est dégagée sans que le salaire de l'ouvrier perde du pouvoir d'achat et celle qui, au contraire, aboutit à la diminution de celui-ci. On peut évidemment admettre cette distinction commode que propose Daniel Gluckstein pour désigner ce qu'il appelle la "plus-value relative de type 1" et la "plus-value relative de type 2". Et il est probablement vrai que la seconde forme *tende* aujourd'hui à devenir prépondérante — même si Daniel Gluckstein ne le prouve pas ici et ne livre pas assez de preuves documentaires à ce sujet dans l'ensemble de son livre (je reviendrai bientôt sur ce point). *Mais il me semble que seule une vision mécaniste et abstraite des choses peut faire croire que la "plus-value relative de type 2" était "exceptionnelle" au XIXe siècle.* En effet, les patrons ont toujours essayé de diminuer le salaire au-dessous de la valeur de la force de travail. Chaque fois que cette possibilité de faire un profit supplémentaire s'est présentée en raison d'un rapport de forces qui leur fût favorable, elle l'a toujours emporté sur des considérations "raisonnables" concernant la nécessité de ne pas reproduire la force de travail de manière défectueuse. Comme le dit Marx, le principe des capitalistes a toujours été et sera toujours : "Après moi le déluge !".

Il est donc erroné de croire que Marx n'ait envisagé ce cas de figure que comme une "hypothèse (...) tout à fait exceptionnelle et contradictoire au régime même de la propriété privée des moyens de production" (p. 179). Tout au contraire, Marx écrit expressément que "cette pratique [consistant à abaisser le salaire au-dessous de la valeur de la force de travail] joue un rôle des plus importants dans le mouvement réel du salaire (*Le Capital*, livre Ier, ch.

12, cité par Daniel Gluckstein lui-même p. 171 ; je souligne). De même, Marx cite cette pratique comme étant l'un des principaux moyens pour les capitalistes de contrecarrer la tendance à la baisse du taux de profit¹. Surtout, Marx explique que le procès de production capitaliste a pour loi immanente la tendance à la paupérisation absolue des ouvriers¹ — même si cette loi tendancielle, comme toutes celles découvertes par Marx, peut ne pas aboutir à une paupérisation absolue de fait, parce que la lutte des classes et les conquêtes ouvrières peuvent l'en empêcher. Ce cas de figure n'a donc rien à voir avec une “hypothèse” d'école, ni avec une exception à la règle, ni avec une tendance en soi mortelle pour le système ; au demeurant, aucune des contradictions du système n'est en soi mortelle pour lui, car il ne s'agit jamais de simples contradictions formelles, abstraites, mais de contradictions qui n'ont de réalité que dans l'histoire réelle, c'est-à-dire dans l'histoire de la lutte des classes. Ce cas de figure correspondait donc déjà à une pratique courante des capitalistes, qui fut constatée par Marx et par tous les contemporains — à commencer par les ouvriers eux-mêmes... Si Marx le rejette de son exposé des lois et mécanismes du mode de production capitaliste, c'est uniquement parce que, dans le livre I du *Capital*, il étudie la réalité d'un point de vue strictement théorique, qui requiert de postuler que chaque catégorie et chaque loi fonctionnent de manière “pure”, abstraction faite de la façon dont elles se réalisent concrètement dans l'histoire empirique. Par exemple, il fait abstraction du fait que les marchandises ne sont pas vendues individuellement à leur valeur, mais à un prix qui oscille autour de cette valeur ; or cette règle vaut pour la marchandise force de travail : il faut “supposer”, pour comprendre les *mécanismes généraux* du procès de production capitaliste, que la force de travail est vendue à sa valeur “normale”, il faut donc *faire abstraction* des fluctuations que subit son prix réel sur un “marché du travail” déterminé. — Ici comme ailleurs, on ne peut vérifier la validité de la théorie marxiste que si on la considère *dans son ensemble* : on ne peut vérifier empiriquement la validité de chaque loi présentée dans *Le Capital* si on la sépare des autres — et cela vaut plus encore pour les lois du livre I qui, selon Marx lui-même, est le plus abstrait.

Quant à cette valeur elle-même, hier comme aujourd'hui, elle dépend *essentiellement* de la lutte des classes et des conquêtes que la classe ouvrière a arrachées. Quand donc Marx justifie son exclusion du cas de figure de l'abaissement du salaire au-dessous de la valeur de la force de travail en disant que, dans ce cas, l'ouvrier “ne reproduirait sa force que de manière défectueuse”, il ne faut pas nécessairement comprendre cette “défectuosité” comme le fait ici

¹ Pourquoi Daniel Gluckstein ne cite-t-il pas ce facteur dans l'encadré de la page 79 consacré aux causes qui contrecarrent la loi de la baisse tendancielle du taux de profit ? Est-ce par oubli ou parce que cela contredit ce qu'il affirme ? Marx, quant à lui, écrit clairement que la “réduction du salaire au-dessous de sa valeur” est l'une de ces causes, avec cette précision importante, conforme à ce que j'ai rappelé tout à l'heure : “Nous ne mentionnons ici ce fait qu'empiriquement. En réalité, comme bien d'autres points qu'il faudrait indiquer ici, il n'a rien à voir avec l'analyse générale du capital. Il fait partie de l'étude de la concurrence qui n'est pas traitée dans le présent ouvrage. *Ce n'en est pas moins une des causes les plus importantes qui contrecarrent la tendance à la baisse du taux de profit*” (je souligne).

¹ Cf. la citation du *Capital* reproduite par Daniel Gluckstein p. 80 : “Les limites qui servent de cadre infranchissable à la conservation et la mise en valeur de la valeur capital reposent sur l'expropriation et l'appauvrissement de la grande masse des producteurs” (je souligne). Cf. *Le Capital*, livre I, chapitre 25, où Marx distingue trois formes de surpopulation relative, qui peut, en effet, être “fluctuante” (salariés mis au chômage au moment des crises propres au cycle industriel), “latente” (sous-emploi agricole, etc.) ou “stagnante” (ceux que l'on appellerait aujourd'hui les précaires) ; à cela s'ajoute l'ensemble des pauvres comptabilisés dans le “paupérisme officiel” : ouvriers déqualifiés, chômeurs “longue durée”, comme on dit aujourd'hui, etc. La constitution de cette “surpopulation relative” est l'une des principales causes qui contrecarrent la tendance à la baisse du taux de profit. Marx explique que “la création de cette surpopulation est inséparable du développement de la productivité du travail, qui se traduit par la baisse du taux de profit, et le développement de cette productivité s'accélère. La surpopulation relative est d'autant plus frappante dans un pays que le mode de production capitaliste y est plus développé” (cité par Daniel Gluckstein, p. 77). — Cf. aussi Lénine, par exemple *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* : “L'inégalité de son développement et la sous-alimentation des masses sont les conditions et les prémisses fondamentales, inévitables” du mode de production capitaliste (p. 72).

Daniel Gluckstein, c'est-à-dire dans le sens où l'ouvrier ne disposerait plus des seuls “moyens de subsistance” vitaux ; les besoins ne se réduisant pas exclusivement à ce que Marx appelle “les prétendus besoins naturels”, il faut comprendre que l'abaissement du salaire au-dessous de la valeur de la force de travail signifierait un “vol commis sur le temps de travail nécessaire” par le capitaliste, c'est-à-dire un *vol par rapport à la valeur de la force de travail définie non par un “minimum vital”, mais par un certain “standard de vie” qui résulte, pour l'essentiel, de la lutte des classes.*

Bref, si la “plus-value relative de type 2” tend à devenir prépondérante aujourd'hui (ce qui reste à prouver), cela ne tient pas à une quelconque propriété spécifique de l'impérialisme, mais au fait que l'initiative dans la lutte des classes se trouve, dans la période actuelle, du côté des capitalistes — la classe ouvrière étant acculée à une position de défensive générale, à la recherche des voies de la résistance. Si les coups de l'impérialisme contre la classe ouvrière sont d'une violence sans précédent, c'est que, à la différence de la situation qui, par exemple, prévalait dans les pays développés pendant les “trente glorieuses”, il a bien plus qu'alors les moyens de sa politique, parce que la trahison des appareils et l'effondrement de l'U.R.S.S. ont à présent abouti et aboutissent encore à un véritable processus de décomposition du mouvement ouvrier.

Comme le dit fort justement Daniel Gluckstein dans son *Introduction générale* (pp. 10 et 11) : “En définissant le capital comme 'un rapport social d'exploitation' entre classes sociales que leurs intérêts antagoniques amènent à lutter constamment l'une contre l'autre, Marx fait donc de la lutte des classes elle-même le socle sur lequel repose le système capitaliste. (...) Parce qu'au centre du capital est la plus-value, au centre, est la lutte des classes. C'est elle qui détermine le cours du capital lui-même”.

II. Sur la loi de la baisse tendancielle du taux de profit

L'exposé par Daniel Gluckstein de la loi de la baisse tendancielle du taux de profit est beaucoup trop abstraite et n'est guère convaincante, rendant tous ses “calculs” invraisemblables. En effet :

a) Par souci de simplification didactique, il prend l'exemple de *deux* entreprises capitalistes. Or cet exemple n'est nullement probant, puisque la question du taux de profit ne se pose évidemment qu'au niveau “macro-économique” : si tel n'était pas le cas, on ne voit pas pourquoi Marx aurait jugé nécessaire de faire précéder l'analyse de cette loi par les livres I et II du *Capital* et par les deux premières sections du livre III — livre III dont le titre est, rappelons-le : “*procès d'ensemble de la production capitaliste*” (alors que le livre I, quant à lui, fait le plus souvent abstraction de la concurrence et de la pluralité des entreprises).

En particulier, la loi de la baisse tendancielle du taux de profit ne peut être établie qu'après celle de la *péréquation des taux de profit*, c'est-à-dire de la tendance à l'égalisation des taux de profit entre les diverses branches de l'économie, quelle que soit la composition organique de leur capital — d'où la constitution effective d'un taux de profit moyen (défini par le rapport de l'ensemble de la plus-value produite au niveau de toute la société à l'ensemble du capital social investi). Certes, la péréquation des taux de profit entre les branches et les secteurs d'activité ne signifie nullement que les taux de profit soient égaux entre les entreprises individuelles, qui au contraire se font concurrence pour augmenter leurs parts de marché, pour accroître leur profit en augmentant la productivité, donc en augmentant la composition organique de leur capital. Mais cette concurrence n'en a pas moins lieu dans un cadre précisément défini par cette péréquation des taux de profit : le taux de profit d'une entreprise n'est pas exclusivement déterminé par la composition organique propre à son capital individuel, mais aussi par la loi de la péréquation des taux de profit, par rapport à laquelle la concurrence

ne fait varier les profits individuels que dans les limites définies par la constitution du taux de profit moyen. Partir de la concurrence, c'est tomber dans l'illusion empiriste propre à l'économie politique vulgaire — c'est manquer les "lois immanentes de la production capitaliste".

De même, ce n'est qu'au niveau du capital social global, c'est-à-dire à partir de la constitution effective d'un taux de profit moyen, que l'on peut comprendre la concurrence et la loi de la baisse tendancielle du taux de profit — ainsi que la manière dont elle se réalise concrètement au niveau des entreprises individuelles. Globalement, tendanciellement, tout progrès de la "productivité du travail *social*" entraîne une augmentation du capital constant par rapport au capital variable, donc une augmentation de la composition organique du capital social, donc une baisse du taux de profit *moyen* — dont l'effet s'exerce sur toutes les entreprises, quoique de manière inégale. En réalité, la tendance à la baisse du taux de profit ne fait qu'exprimer concrètement la contradiction entre les forces productives qui tendent à une croissance illimitée, d'une part, et les rapports sociaux qui limitent cette augmentation, voire l'empêchent, et la font déboucher sur des crises de surproduction et sur la dévalorisation du capital et de la force de travail, d'autre part. Il s'agit donc d'une tendance qui exprime l'articulation contradictoire entre l'accumulation du capital social et l'augmentation de sa composition organique.

b) Il découle de ce qui précède que l'exemple de Daniel Gluckstein est beaucoup trop abstrait, non seulement parce qu'il semble croire que la question de la baisse tendancielle du taux de profit se pose au niveau de la concurrence simple entre les entreprises individuelles — alors qu'elle concerne le processus d'ensemble du capital social — mais encore parce que, dans cet exemple, la baisse du taux de profit apparaît comme soudaine et spectaculaire, alors que — fait lié au précédent — c'est en réalité un processus qui s'inscrit dans le long terme et n'est que très progressif.

De fait, l'absurdité de cet exemple saute aux yeux. En effet, même si le capitaliste qui a acheté la machine pour fabriquer des montres vend deux fois plus de montres que son concurrent, il ne gagnera pas plus que ce dernier par montre, contrairement à ce que suppose Daniel Gluckstein. Premièrement, en effet, le prix de marché des produits est déterminé en dernière instance par leur "valeur sociale", et non par leur valeur individuelle — de sorte qu'il y a un processus d'égalisation tendancielle des prix de marché des produits qui sont en concurrence directe (via notamment le rapport de l'offre et de la demande) ; il est donc faux de supposer que les prix réels des montres (supposées identiques) de nos deux capitalistes soient très différents, même si la part de plus-value qu'elles renferment individuellement est différente ; en réalité, nos deux capitalistes vendront donc leurs montres à un prix voisin, car même si le capitaliste à la machine décide de les vendre un peu moins cher pour rafler les parts de marché de son concurrent, il est évident de manière générale qu'il ne pourra cependant pas vendre à perte. Ici encore, on voit que seul le point de vue "macro-économique" permet de comprendre et d'expliquer les causes et les effets réels de la concurrence — en l'occurrence la "plus-value extra" temporaire des capitalistes qui sont les premiers à utiliser de nouveaux moyens pour diminuer la productivité, ou encore la ruine des producteurs qui produisent à un coût supérieur au coût social moyen... En second lieu, dans son exemple, Daniel Gluckstein suppose que le capitaliste à la machine produit dans le même temps deux fois plus de montres que le capitaliste à l'ancienne. Mais le doublement de sa productivité n'est dû qu'au doublement de son investissement global ! D'où il résulte mécaniquement que son taux de profit diminue de moitié... Mais, cela ne se passe nullement ainsi dans la vie : bien évidemment, aucun capitaliste réel ne prendra le risque énorme de s'endetter en achetant une machine onéreuse si le résultat n'est pour lui qu'un doublement de sa production correspondant exactement au doublement de son investissement. A ce compte-là, on ne voit pas pourquoi il achèterait une machine, puisque le doublement des capacités de son atelier à l'ancienne donnerait exactement le même résultat.

Quant à la chute du taux de profit, son caractère spectaculaire et complètement surréaliste est une nouvelle conséquence de l'absurdité qui caractérise cet exemple. *Celui-ci, malgré son illusoire apparence "concrète", est en réalité complètement abstrait, ce qui lui fait perdre toute validité.* Dans le régime capitaliste, en effet, un entrepreneur n'achète de machine que si elle lui permet de faire des économies d'investissement, c'est-à-dire d'abord des économies (absolues ou relatives, selon les cas) sur les salaires. C'est justement là, comme l'explique Marx, la limite que le capitalisme impose à l'usage des machines : le capitaliste n'utilise celles-ci que si leur achat permet de réaliser plus d'argent que les ouvriers qu'elles remplacent n'en coûtent. Or, dans l'exemple de Daniel Gluckstein, l'achat de la machine ne permet pas de réaliser plus d'argent que l'achat de forces de travail deux fois plus nombreuses...

*La présentation simpliste de cette loi fondamentale est d'autant plus regrettable que le lecteur ne la retrouvera guère dans la suite de l'ouvrage et ne pourra vérifier si elle permet ou non de comprendre la réalité. Autrement dit, Daniel Gluckstein semble croire que son exemple est tellement probant qu'il se suffit à lui-même pour convaincre que la loi de la baisse tendancielle du taux de profit est la loi fondamentale du mode de production capitaliste ; et nous devrions le croire sur parole. Mais, du coup, il ne prend pas vraiment la peine de nous montrer comment elle se réalise concrètement, si et comment elle est contrecarrée actuellement, si le taux de profit connaît effectivement une baisse ou une hausse, depuis quand, etc.*¹

De manière générale, d'ailleurs, la première partie du livre de Daniel Gluckstein apparaît comme indépendante de la seconde, laquelle n'utilisera guère, en fait, les concepts exposés dans la précédente. C'est pourquoi je terminerai ce paragraphe par quelques remarques générales sur la composition même de cet ouvrage. Celle-ci, avec ses deux parties très inégales (dans tous les sens du terme) est, en elle-même, l'effet d'un choix méthodologique extrêmement contestable. Elle repose explicitement, en effet, sur le postulat selon lequel il faudrait d'abord présenter les "outils", les "instruments théoriques", et "vérifier" en quelques pages leur "validité théorique et pratique", afin de s'en servir ensuite pour définir "l'impérialisme devenu sénile" d'aujourd'hui (cf. p. 24). Autrement dit, Daniel Gluckstein suppose que les catégories marxistes sont des "outils" qu'il aurait simplement à sortir de sa boîte à outils théorique pour les présenter au lecteur, comme si cette simple *présentation* permettait de "vérifier" leur "validité". Il semble donc supposer que l'on puisse vérifier la validité d'une catégorie indépendamment de la *théorie générale* dans laquelle elle s'inscrit. Or, en vérité, on ne peut pas "vérifier" la validité d'une ou de plusieurs catégories si on les considère en soi, indépendamment de la *théorie générale* dans laquelle elles fonctionnent et

¹ Il parle seulement, de temps à autre, sans démonstration, d'une "difficulté grandissante des capitaux à se mettre en valeur sur le terrain de la production" (p. 121), voire de "l'extrême difficulté à obtenir un rendement du capital investi dans la production, expression de la difficulté croissante à réaliser la plus-value sur le marché mondial à l'époque de l'impérialisme" (p. 136). Si Daniel Gluckstein affirme cela de temps en temps, sans autre preuve, c'est peut-être pour montrer qu'il n'oublie pas la loi de la baisse tendancielle du taux de profit dont il nous a parlé dans la première partie de son livre. Mais ces affirmations sont-elles adéquates aux faits ? On peut en douter. En effet, s'il est vrai que la spéculation en général exerce une pression considérable sur les conditions de valorisation du capital, la "difficulté" du capital productif à se valoriser reste toute relative puisque, comme l'explique Daniel Gluckstein lui-même, "le taux de rendement du capital des entreprises de tous les pays de l'OCDE progresse à partir du milieu des années quatre-vingt" (p. 184) ; or l'on sait que, comme l'indique par exemple l'examen des Comptes de l'industrie française des années 1980, cela vaut également pour les entreprises industrielles (même si Daniel Gluckstein, p. 184, ne distingue pas plus ces dernières des autres entreprises qu'il ne l'a fait p. 61 — cf. ci-dessus, p. 6, note 2). La raison de cette hausse du "taux de rendement" dans les entreprises est pourtant expliquée par Daniel Gluckstein lui-même, qui écrit : "contrecarrant la loi de la baisse tendancielle du taux de profit, la classe capitaliste parvient, au moins temporairement, à redresser la part des profits dans la valeur ajoutée. Elle améliore ainsi les rendements du capital, résultat direct de la politique de destruction des forces productives, de chômage, de baisse des coûts du travail, des restructurations-désindustrialisation opérées depuis plus de vingt ans dans les principaux pays capitalistes" (p. 181). Malheureusement, on n'en saura pas plus, dans tout l'ouvrage, sur la manifestation concrète de la loi de la baisse du taux de profit et sur les causes qui la contrecarrent.

dont la vraie compréhension ne peut être que globale. Autrement dit, ce que l'on peut et doit vérifier, ce n'est pas la validité de telle ou telle catégorie prise isolément, mais celle de la *théorie marxiste dans son ensemble*. Comme nous l'avons vu avec les exemples de la théorie de la valeur-travail, de la plus-value et de la baisse tendancielle du taux de profit, la validité des catégories ne peut en aucun cas être vérifiée à partir des prétendus faits "bruts". Tout au contraire, la théorie marxiste est produite précisément pour montrer que les apparences n'expriment pas la réalité de manière adéquate et ne peuvent donc en aucun cas nous permettre d'y accéder directement.

En fait, la méthode d'exposition choisie par Daniel Gluckstein conduit et ne pouvait conduire qu'à deux conséquences : *d'une part*, la première partie se ramène souvent à une présentation abstraite, et parfois absurde, des catégories marxistes. Or l'auteur demande au lecteur d'admettre que ces catégories sous-tendent les analyses proposées dans l'ensemble de l'ouvrage ; les analyses de la première partie, parfois erronées, et toujours simplifiées à l'extrême, menacent donc la validité des démonstrations de la suivante. Par exemple, le lecteur doit admettre que la loi de la baisse tendancielle du taux de profit agit effectivement dans la réalité actuelle de l'impérialisme ; pourtant, ce n'est nullement démontré par Daniel Gluckstein, qui se contente de nous *présenter* cette loi — de manière d'ailleurs invraisemblable — sans montrer si et comment elle se réalise effectivement dans le capitalisme d'aujourd'hui. *D'autre part*, Daniel Gluckstein est conduit à anticiper constamment ses analyses de la deuxième partie dans la première, en particulier en ce qui concerne "l'impérialisme sénile", ce qui brouille la présentation des catégories. En effet, maints passages de la première partie sont consacrés à chercher dans les textes de Marx, Engels, Lénine, Trotsky, etc., les germes de l'analyse proposée dans la seconde partie — comme si de simples citations *prouvaient* quoi que ce soit quant à la validité des catégories marxistes. Cela conduit simplement à choisir et à interpréter les textes cités (en particulier, nous le verrons, *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*) dans la perspective de la deuxième partie. Enfin, Daniel Gluckstein semble considérer que le simple fait d'avoir, dans la première partie, présenté les catégories marxistes fondamentales et d'avoir essayé de montrer leur validité le dispense de nous montrer *comment* elles permettent d'expliquer les phénomènes décrits et expliqués dans la seconde partie, comme s'il allait de soit que la validité de ces catégories en soi sous-tendait secrètement, sans autre forme de procès, celle des explications subséquentes.

Selon moi, cette erreur méthodologique a pour cause la tentative de concilier deux tâches inconciliables, c'est-à-dire qu'il n'est pas possible de mener de front dans un seul et même ouvrage : ou bien, en effet, l'on décide de montrer la cohérence et la validité de la théorie marxiste, et alors il faut s'atteler à cette tâche extrêmement difficile en analysant page à page, dans le détail et dans l'ensemble, *Le Capital* et les autres ouvrages fondamentaux de Marx ; ou bien l'on décide d'analyser la réalité actuelle dans une perspective marxiste, et alors il faut postuler la cohérence générale de la théorie marxiste considérée comme un tout et montrer que sa puissance explicative permet de comprendre cette réalité. Autrement dit : *ou bien* on étudie *la théorie comme un tout* — et alors, bien évidemment, il peut être utile de commencer par les présentations extrêmement didactiques et schématiques comme celles du Foulan ou des brochures de G.E.R., qui présentent les principales catégories et lois découvertes par Marx, non pas pour prouver qu'elles sont "vraies" en soi, mais pour aider le lecteur à se familiariser avec elles, c'est-à-dire pour lui faciliter la tâche, indispensable pour un marxiste, de lire et d'étudier *Le Capital* ; *ou bien* on postule sa validité générale et on étudie alors la réalité avec comme outil le tout de la théorie — qui est irréductible au petit groupe des catégories marxistes fondamentales considérées indépendamment de la démonstration d'ensemble du *Capital*. Ainsi Lénine, dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, ne commence-t-il pas par se demander si les catégories de Marx sont vraies en soi avant de les appliquer à l'analyse du capitalisme de son temps ; mais, sur la base des faits et armé de la théorie marxiste en général (c'est-à-dire de la méthode et de la doctrine marxistes), il propose

une analyse d'ensemble de l'impérialisme comme nouveau stade du capitalisme ; et c'est bien là la seule manière de montrer la validité, c'est-à-dire la puissance explicative, de la théorie marxiste.

III. Sur la question des "forces productives" aujourd'hui

Dans les chapitres VI à IX de son livre, Daniel Gluckstein cherche à démontrer une thèse essentielle, qui peut être énoncée de la manière suivante : aujourd'hui, l' "impérialisme sénile" détruit massivement les forces productives, *dont le déclin serait absolu*. Or la *démonstration* de cette thèse ne me semble pas convaincante.

Pour commencer, on peut rappeler une distinction importante de la théorie marxiste : il ne faut pas confondre les *tendances réelles* d'un système avec leur *réalisation empiriquement vérifiable*. Les tendances ne sont certes pas des lois qui tantôt se réaliseraient, tantôt ne se réaliseraient pas : en ce sens, ce sont bien des tendances réelles, effectives, qui agissent sans discontinuité dans l'histoire du système. Cependant, leur réalisation est constamment contrecarrée par d'autres tendances, de sorte qu'il y a une sorte de lutte entre les tendances — lutte qui se mène par et dans l'histoire réelle, c'est-à-dire, en dernière instance, par et dans l'histoire effective de la lutte des classes. Or telle ou telle tendance peut être contrecarrée au point que la réalité empirique semble la contredire ; non seulement elle peut se réaliser sans que le résultat auquel elle tend devienne une réalité de fait, empiriquement vérifiable, mais encore la réalité empirique peut sembler avoir annulé son efficience pendant quelque temps¹.

En ce qui concerne la question importante des forces productives, le problème de la distinction entre les tendances et leur réalisation est d'autant plus crucial. Or, à ce sujet, les affirmations de Daniel Gluckstein ne me semblent pas toujours conformes aux faits qu'il présente. En effet, une chose est de montrer "les *tendances* fondamentales à la régression et à la dislocation, qui marquent l'impérialisme pourrissant" (p. 15, je souligne) ; autre chose est d'affirmer que ces tendances se sont *déjà réalisées* aujourd'hui à un point tel que, *de fait*, l'on assisterait à une *telle* destruction des forces productives que leur déclin serait aujourd'hui *absolu*.

Indéniablement, la bourgeoisie est aujourd'hui à l'offensive, tandis que la classe ouvrière se tient sur la défensive, essayant de résister, mais, en gros, contrainte de reculer. Pour autant, l'affirmation selon laquelle on assisterait à une telle destruction des forces productives, "à commencer par la force de travail humaine", que le déclin de celles-ci serait devenu absolu, ne saurait être établie que sur la base des faits — ce dont tout le monde conviendra. Or, les faits que Daniel Gluckstein a sélectionnés et la manière dont il les utilise permettent-ils, en eux-mêmes, de prouver sa thèse de manière parfaitement convaincante ?

Avant de passer aux objections qui me semblent pouvoir être faites à sa démonstration, je rappellerai les éléments que Daniel Gluckstein propose pour présenter le concept de forces productives (première partie, chapitre). En particulier, selon lui, "on ne saurait assimiler le développement de la production capitaliste au développement des forces productives de l'humanité" (p. 90) ; car "les forces productives ne sauraient être réduites à leur forme apparente — une immense accumulation de sciences, de techniques et d'outils. Elles doivent être saisies comme un élément essentiel du rapport de production, intégrant toutes ses contradictions. Il faut donc regarder les forces productives du point de vue des besoins humains, sociaux, et non du point de vue que le mode de production capitaliste nous donne à

¹ Comme l'explique Daniel Gluckstein à sa manière dans l'*Introduction générale* de son livre : "Il n'existe pas de 'lois économiques immuables'. Il existe des tendances, lesquelles peuvent être — et sont constamment — contrariées par le cours des événements politiques et sociaux. Au premier rang de ces événements : la lutte des classes" (p. 15). — Nous verrons cependant plus loin (p. 41 sqq.) ce que cette formulation a d'inadéquat.

voir. En effet, les forces productives 'connaissent dans la propriété privée un développement qui n'est qu'unilatéral' [Marx]" (p. 93). Et Daniel Gluckstein de conclure en ces termes : "Non, décidément, on ne saurait résumer les forces productives à une simple addition d'instruments, de machines, de matières premières, indépendamment de leur contribution à la satisfaction des besoins humains (...). Il ne faut pas confondre : croissance économique, croissance de la production, progrès techniques et développement des forces productives" ; en réalité, "la misère, la drogue, les guerres et la décomposition (...) constituent, du point de vue du 'développement humain', les principales caractéristiques de notre époque" (p. 96).

De fait, cette manière essentiellement négative de présenter le concept des forces productives (consistant à nous dire ce qu'elles ne sont pas, mais non ce qu'elles sont) n'est guère étayée par des citations et des explications de textes de Marx. En gros, me semble-t-il, Daniel Gluckstein considère que le déclin des forces productives est absolu *puisque* les besoins élémentaires des hommes sont, à l'échelle mondiale, de moins en moins satisfaits dans le cadre de ce système et que, tout au contraire, la misère et la pauvreté de masse croissent ; en revanche, il affirme que l'augmentation de la production capitaliste et de la productivité du travail ne signifie pas nécessairement en elle-même la croissance des forces productives.

On pourrait discuter des éléments de définition que Daniel Gluckstein propose pour définir les "forces productives". On pourrait notamment se demander quel sens Marx donnait à ce concept, si ce sens est univoque dans son œuvre, s'il demeure le même de *L'Idéologie allemande* au *Capital*, ou bien si, au contraire, il connaît des évolutions... Mais, en réalité, ces éléments de définition que Daniel Gluckstein donne dans la première partie restent sans conséquences pour la démonstration qui suit dans la deuxième (chapitres VI à IX)¹. En effet, après nous avoir présenté sa conception du "forces productives", Daniel Gluckstein n'y revient guère lui-même dans la suite de son livre, semblant considérer (comme dans le cas de la présentation de la loi tendancielle du taux de profit) qu'elle est en quelque sorte indiscutable et entièrement suffisante pour tout expliquer. En particulier, tout en ne cessant de parler de la destruction et du déclin des forces productives, Daniel Gluckstein ne revient guère sur la question des "besoins humains", seul élément positif de son esquisse de définition. En revanche, sa démonstration est de fait axée presque tout entière sur le problème de la force de travail et du capital productif, c'est-à-dire sur *les forces productives dans le sens courant, empirique, du terme* — donc surtout sur les forces productives considérées sous un angle essentiellement quantitatif : sur la base d'un certain nombre de chiffres, de graphiques et de tableaux concernant le chômage, les investissements, etc. Cette seconde manière de traiter la question des forces productives, conforme au langage courant, suppose que l'on considère celles-ci simplement comme l'ensemble des moyens de production humains et matériels effectivement mis en œuvre sous le joug du capital. Or Daniel Gluckstein *affirme* que l'on assiste à une *telle* destruction effective des forces productives *prises en ce sens*, que leur déclin est absolu. Mais sa tentative pour le *démontrer* est loin d'être probante, comme nous allons le voir à présent en détail.

1) Une première objection aux thèses et démonstrations de Daniel Gluckstein peut se formuler de la manière suivante : comment concilier, d'une part, l'affirmation — constante — du déclin des forces productives, provoqué par la "destruction des forces productives, à commencer par celle qui met en œuvre les forces productives matérielles : la force de travail humaine", et d'autre part, le fait de la légère augmentation, en chiffres absolus, de la population active industrielle à l'échelle mondiale, entre 1990 et 1997 ?²

¹ C'est pourquoi il n'est pas nécessaire de discuter ici pour elle-même la définition proposée par D. Gluckstein. Je réserve donc cette question pour une prochaine contribution, qui essaiera d'exposer en détail le sens et l'évolution du concept de "forces productives" dans l'œuvre de Marx.

Daniel Gluckstein affirme que l'on assiste à “un processus de désindustrialisation et de destruction de l'ensemble de l'infrastructure industrielle” (p. 121) et à une “crise générale de destruction de tous les emplois salariés” (p. 160). Comment concilier ces affirmations avec les chiffres du chapitre XV qui montrent, d'une part, que les effectifs de la classe ouvrière (plus exactement : de la “population industrielle”³) ne déclinent pas de manière absolue (en tout cas pas encore), et, d'autre part, que la population active mondiale croît quant à elle de manière importante (+ 8% en huit ans dans les 33 pays présentés dans le tableau du chapitre XV) ? Or, l'écrasante majorité des salariés, du fait qu'ils ont un rôle déterminé dans la division du *travail social*, contribuent directement à déterminer la qualité et la quantité des forces productives. D'autre part, cela est vrai aussi, bien évidemment, des masses paysannes, premier “bloc socio-professionnel” mondial ; or Daniel Gluckstein ignore celles-ci presque absolument.

Sans doute peut-on considérer que cette contradiction entre les affirmations de Daniel Gluckstein et les données qu'il présente lui-même exprime d'une certaine manière cette “contradiction majeure” dont il parle lui-même dans son *Introduction générale*, lorsqu'il explique que “d'une part, (la classe capitaliste) ne peut exister qu'en exploitant la classe ouvrière ; mais (que), d'autre part, elle ne peut maintenir ce rapport social d'exploitation qu'au prix d'une *tendance constante à la destruction des forces productives*, à commencer par celle qui met en œuvre les forces productives matérielles : la force de travail humaine. Mais cette tendance à la destruction de la principale force productive se heurte au fait que si elle allait à son terme, elle menacerait le capital dans son existence même et précipiterait la société tout entière (toutes classes confondues) dans la barbarie” (p. 11 ; je souligne). En effet, “la classe capitaliste, elle, dépend dans son existence même du maintien du système social d'exploitation. Elle dépend donc de la survie de la classe ouvrière” (p. 12), alors que l'inverse n'est pas vrai. L'appréciation générale présentée ici me semble juste. *Cependant, s'il y a une légère augmentation de la population industrielle mondiale en particulier et une assez forte croissance de la population salariée en général, ne s'ensuit-il pas qu'il n'y a pas (ou pas encore) de déclin absolu de la force de travail effective de l'humanité, c'est-à-dire que la nécessité, pour la classe capitaliste elle-même, de préserver la base de l'économie pour produire la plus-value, l'emporte encore, jusqu'à présent, sur la tendance inverse à détruire les forces productives ?*

Pour être plus près de la réalité, nous devons, cependant, apporter des éléments qui relativisent la portée de cette objection — sans l'annuler, loin de là. Ces éléments se ramènent, pour l'essentiel, au fait que le tableau présenté au début du chapitre XV est, en lui-même, très largement insuffisant pour que l'on puisse se prononcer sur la question posée, bien que Daniel Gluckstein ne montre nullement les étroites limites de validité de ce document. En effet :

— Tout d'abord, ce tableau fait abstraction du chômage, c'est-à-dire qu'il intègre les chômeurs dans ses données, puisque ceux-ci sont considérés comme faisant partie de la “population active”. Or le chômage officiel ne cesse de croître (pour ne pas parler de tous les non-travailleurs qui ne sont pas recensés). Toutefois, d'un autre côté, il est également évident que ce tableau peut sous-estimer dans une certaine mesure le nombre des travailleurs, puisqu'il fait abstraction du travail salarié non déclaré.

² Il est vrai que, dans le Rapport présenté au IVe Congrès de la IVe Internationale, Daniel Gluckstein affirme au contraire que cette population industrielle et manufacturière baisse aussi de manière absolue ; mais je suppose que le Rapport tenait compte des conséquences de la “crise asiatique”.

³ Soit dit en passant, la “population industrielle” des statistiques officielles ne comprend pas seulement les ouvriers, mais aussi les techniciens, les ingénieurs et... les patrons (la statistique bourgeoise ne tient pas compte de la division de la société en classes antagonistes...). Or les effectifs de ces derniers ne sont pas négligeables, contrairement à ce que l'on pourrait croire ; dans un pays comme la France, par exemple, il y a des dizaines de milliers de petits patrons officiellement comptabilisés dans la population industrielle... Ceci pour dire simplement, une fois encore, que les tableaux de chiffres et les statistiques ne sont ni des faits “bruts” qui pourraient se passer du crible de la critique, ni des outils neutres et “objectifs”.

— En deuxième lieu, ce tableau ne fournit que le nombre d'ouvriers employés, sans qu'on sache dans quelles conditions ils le sont. Or le degré d'exploitation, en particulier, est l'aspect déterminant de la force productive du travail social. Si, pour prendre un exemple vraisemblable, l'augmentation du nombre d'ouvriers employés dans les années 1990-1997 s'est faite au prix d'une augmentation du travail partiel et/ou temporaire, cela n'a évidemment pas le même sens que si elle s'est faite sur la base de contrats de travail à plein temps et à durée indéterminée...

Tout cela montre en tout cas que, en ce qui concerne la question fondamentale de "la principale force productive : la force de travail humaine", c'est-à-dire, en particulier, le nombre et la qualification des producteurs de richesses dans le monde, le livre de Daniel Gluckstein ne fournit pas suffisamment de documents, ni d'un point de vue quantitatif, ni d'un point de vue qualitatif. Notons d'ailleurs que, de manière générale, les documents concernant la production de richesses matérielles à l'échelle mondiale, le nombre et la diversité des valeurs d'usage, les capacités productives des entreprises, etc., sont eux aussi très insuffisants. Ces réalités sont pourtant pour les éléments qui permettent de déterminer le concept de "forces productives"... En effet, il est évident que la question de l'évolution quantitative et qualitative de la main d'œuvre salariée, ainsi que de la production réelle de richesses (nombre et diversité des valeurs d'usage) et du capital productif réellement utilisé, est une question décisive pour savoir si les forces productives effectivement mises en œuvre à l'échelle mondiale connaissent ou non aujourd'hui un déclin absolu. En l'occurrence, les faits évoqués par Daniel Gluckstein lui-même montrent que le salariat, donc le capitalisme, continue de s'étendre dans le monde.

2) La deuxième objection que l'on peut faire à la démonstration de Daniel Gluckstein recoupe la précédente : l'accroissement du chômage à l'échelle mondiale signifie-t-il en lui-même une destruction des forces productives, comme le suppose Daniel Gluckstein dès qu'il parle du chômage ? Ici comme ailleurs, si l'on ne commence pas par distinguer une grandeur absolue et une grandeur relative, on ne pourra se faire une idée claire. En effet, on pourrait très bien supposer que le chômage augmente globalement dans le monde sans que déclinent les forces productives effectivement mises en œuvre à l'échelle mondiale, voire pendant qu'elles croissent de manière absolue. De fait, la population mondiale augmente à une vitesse vertigineuse et la croissance du nombre des hommes et des femmes privés de travail est aussi une conséquence de ce phénomène, sans que cela empêche l'augmentation absolue (mais infiniment moins rapide) du nombre de travailleurs effectivement employés.

Par exemple, le raisonnement proposé au chapitre VIII, p. 160, est erroné, puisqu'il repose sur l'assimilation du chômage à la destruction pure et simple de forces productives. On peut lire, au sujet de la France entre 1960 et 1997 : "Le seul fait que la courbe générale du chômage augmente au fur et à mesure que baisse la part des emplois industriels dans l'ensemble de la population active suffit à prouver que les services s'avèrent incapables d'absorber les emplois détruits dans l'agriculture et l'industrie...". Or, ce que Daniel Gluckstein ne précise pas, c'est que, dans ce pays, la "population active" (c'est-à-dire l'ensemble des personnes en âge de travailler, qu'elles aient ou non un emploi) a crû pendant la période considérée — du moins de 1960 au début des années 1990, subissant un léger fléchissement entre 1990 et 1997, du fait du vieillissement de la population. En réalité, l'augmentation constante du chômage ne signifie pas que "les emplois détruits dans l'agriculture et l'industrie" n'aient pas été "compensés" par la création d'emplois dans les services, mais seulement que la demande générale d'emplois n'a pas suivi l'augmentation de l'offre, sans pour autant diminuer de manière absolue. Chacun sait, en effet, que le nombre absolu de salariés n'a pas cessé d'augmenter en France durant cette période — même si ces nouveaux emplois ont été de plus en plus — mais pas (ou pas encore) majoritairement — des emplois à temps partiel et/ou temporaire.

De même, le gaspillage monstrueux qu'entraîne le maintien du mode de production capitaliste, la non utilisation des potentialités humaines et techniques ne demandant qu'à être utilisées pour la satisfaction des besoins de l'humanité, et même la non-utilisation de 12 milliards de jours de travail, sont assimilés par Daniel Gluckstein à "la destruction de la force de travail". Ainsi les "12 milliards de jours de travail *détruits* par an" dans les pays de l'OCDE de la page 96 deviennent-ils successivement, à la page suivante, "12 milliards de jours de travail *perdus*" et "12 milliards de jours de travail *perdus, détruits*" (je souligne). Mais est-ce exactement la même chose ? N'y a-t-il pas une différence entre la destruction et la non utilisation ? Il est bien évident qu'il faut distinguer, par exemple, d'une part, les jours de travail détruits par les licenciements et, d'autre part, les jours de travail qui *pourraient* être effectués, mais qui ne le sont pas. Je ne vois pas pourquoi l'évocation de tous ces phénomènes, révoltants en eux-mêmes et significatifs de l'impasse dans laquelle se trouve le système capitaliste eu égard aux besoins de l'humanité, aboutit systématiquement à l'affirmation selon laquelle on assisterait, dans ces cas-là, à une pure et simple "destruction de la force de travail".

3) La troisième objection que l'on peut faire à la démonstration de Daniel Gluckstein concerne non plus la seule force de travail, mais le capital productif dans son ensemble. Daniel Gluckstein voit dans la tendance à la baisse relative de la formation brute de capital fixe (FBCF) par rapport au produit intérieur brut (PIB) (cf. p. 140) une preuve en soi du déclin des forces productives¹.

Au risque de me répéter, j'insiste sur cette erreur constante : il ne faut pas confondre une grandeur relative avec une grandeur absolue. Or Daniel Gluckstein n'hésite pas à tirer du constat de la diminution effective de la FBCF *par rapport* au PIB la conclusion suivante : "c'est un fait (*sic*) : la tendance, globalement, n'est plus à la reproduction élargie du capital. Le capital doit se cantonner dans les limites de marchés n'ayant plus, globalement, de possibilités de croître. Il y a des destructions de capitaux et il y a des investissements. Les seconds compensent à peine les premières." — Mais, premièrement, la FBCF, dont la croissance est ralentie par rapport à celle du PIB, n'en continue pas moins de croître de manière absolue, comme celui-ci ; donc, deuxièmement, il est faux que la reproduction du capital ne soit plus, *de fait*, une reproduction élargie — même si la *tendance* est clairement à la *baisse de l'ampleur* de la reproduction élargie ; et, troisièmement, il est faux que les nouveaux investissements ne compensent pas les destructions de capitaux, comme le montre la suite du texte de Daniel Gluckstein lui-même, qui se contredit littéralement. En effet, *d'une part*, constatant la tendance à la baisse du taux de croissance du stock de capital dans l'industrie manufacturière (p. 141), il en conclut de manière erronée qu'il s'agit d'une "baisse de l'investissement productif manufacturier" (c'est même le titre de son paragraphe), comme si un ralentissement de la croissance était la même chose qu'une baisse absolue (les données qu'il fournit indiquent, en effet, que la baisse est celle du taux de croissance de l'investissement manufacturier par rapport au PIB, c'est-à-dire que l'on a affaire à une croissance ralentie, et non à une décroissance absolue) ; mais, *d'autre part*, il ajoute que "cette décélération de la croissance du stock de capital dans les industries manufacturières indique une tendance qui, si elle se prolongeait, déboucherait sur un véritable processus de désaccumulation productive, caractéristique de cette fin du XX^e siècle" — ce qui signifie donc qu'il ne s'agit pas encore d'un état de fait².

¹ Il écrit par exemple p. 181 : "En Europe, les destructions de forces productives (baisse des investissements)...". — Dans les pages suivantes, je discute les affirmations de Daniel Gluckstein sur le terrain choisi par lui, c'est-à-dire en examinant les investissements, etc., par le biais de leur *valeur* (FBCF, PIB, etc.). Mais, en réalité, l'évolution de ces valeurs ne correspond jamais de manière directe et unilatérale à la réalité matérielle ou aux valeurs d'usage (capital productif, etc.). Or le concept de forces productives désigne des réalités matérielles et non des valeurs... Et, comme on le sait, de manière générale, dans le système capitaliste, quand les forces productives croissent, les valeurs qui les expriment décroissent...

² Soit dit en passant, on se demande comment ce qui n'est que conditionnel ("cette tendance... si elle se prolongeait... déboucherait...") pourrait aboutir à une réalité effective ("un véritable processus de désaccumulation productive") qui, alors même qu'on affirme qu'elle n'existe pas, est déjà qualifiée comme

En réalité, “la tendance” est certes “à la décélération des investissements, se traduisant par une baisse des taux d'investissement (FBCF/PIB) dans les pays de l'OCDE, où se concentrent 80% des investissements mondiaux, et dans les pays, en particulier d'Afrique, délaissés par les multinationales” ; mais il est complètement erroné d'en conclure pour autant qu' “il s'agit bien d'une tendance prononcée à la 'désaccumulation productive' ” (p. 148). En effet, comment ne pas voir que cette baisse des taux d'investissement a pour base un accroissement considérable de la part des profits dans la valeur ajoutée, c'est-à-dire que la croissance des profits est si importante qu'elle permet aux entreprises à la fois de *poursuivre l'accumulation productive* (la part des profits réinvestie continue de croître de manière absolue) et d' “investir” *une part croissante, voire majoritaire, de ces profits dans la spéculation* — ce qui contribue à accroître encore leurs profits (du moins le prix de leurs actions, qui correspond certes de moins en moins à leur valeur réelle, mais qui en dépend toujours en dernière instance) ?

Mais pour que l'on se rende mieux compte de la manière — erronée selon moi — dont Daniel Gluckstein interprète les faits, je vais suivre précisément quelques pages de sa démonstration.

• Page 141, il rend compte d'un fait : “Les statistiques de 1972 à 1995 [qui concernent les États-Unis, le Japon, l'Allemagne et la France] montrent une tendance à la baisse du taux de croissance du stock de capital dans l'industrie manufacturière.” Cela signifie donc que le stock de capital a continué de croître, mais que sa croissance s'est ralentie. Mais à cela, Daniel Gluckstein ajoute sans transition : “Depuis 1990, le capital productif en France 'ne progresse plus de manière significative' constate l'institut patronal Rexecode, les investissements étant équivalents aux déclassements”. Or, lorsque l'on regarde le tableau présenté à cette même page, il apparaît que, pour la France, les données concernent l'année 1993, qui fut une année exceptionnelle de recul absolu du PIB dans les pays de l'UE (- 0,5%) et en France en particulier. Le commentaire de l'Institut Rexecode selon lequel “le capital productif en France 'ne progresse plus de manière significative’” ne concerne donc que la France entre 1990 et 1993, et non l'ensemble des pays les plus riches entre 1972 et 1995. Encore une fois, le capital productif continue de croître de manière significative dans les pays riches, et cela se vérifie pour presque toutes les années (mais non pour toutes, évidemment).

• Page 144, Daniel Gluckstein nous présente un tableau de l'évolution de la formation brute de capital fixe (FBCF) par rapport au produit national brut (PNB). Mais la portée historique de ce tableau n'est que très relative. Tout d'abord, en effet, l'année de référence, ici encore, est 1993, ce qui explique le recul de la FBCF par rapport au PNB cette année-là. Or Daniel Gluckstein semble considérer que ce qui vaut pour cette année 1993 vaut pour l'ensemble de la période 1970-1993, comme si ces vingt-trois années avaient été celles d'une baisse continue de l'investissement. Il affirme, en effet, que ce tableau est “une confirmation : le taux d'investissement (...) baisse dans les 'pays à revenu élevé', qui représentaient 75% de l'investissement mondial”. Pourtant, ce qu'indique la comparaison des colonnes 1 et 2 du tableau de la page 144, c'est que, dans les 'pays à revenu élevé' le niveau de l'investissement par rapport au PNB est inférieur en 1993 à ce qu'il était en 1970 ; mais cela ne l'empêche nullement d'être très supérieur à celui-ci en termes absolus, même en cette année de régression que fut, répétons-le, 1993.

En revanche, Daniel Gluckstein ne nous dit rien des indications de la troisième colonne du tableau : est-ce parce qu'elles témoignent du fait que, dans ces mêmes 'pays à revenu élevé', la croissance moyenne annuelle des années 1980-1993 fut plus forte que celle des années 1970 ? Ce dernier fait, passé sous silence par Daniel Gluckstein, est d'autant plus ennuyeux

“caractéristique de cette fin du XXe siècle”... Le fait qu'une tendance, qui n'a pas encore débouché sur un état de fait, soit caractéristique d'une époque, n'autorise pas à en conclure que l'état de fait auquel elle tend à aboutir le soit déjà lui aussi...

pour sa démonstration qu'il permet de relativiser sérieusement les indications du tableau précédent, celui qui, à la page 141, indiquait une décroissance relative de la FBCF par rapport au PIB des pays riches.

En effet, il y a une contradiction apparente entre ces deux tableaux, dont il faut rendre compte. Daniel Gluckstein ne semble pas s'être aperçu du fait que, contrairement au tableau de la page 141, l'évolution de la FBCF dans le tableau de la page 144 est calculée *par rapport au PNB* (produit *national* brut) et non plus *par rapport au PIB* (produit *intérieur* brut). La raison de la contradiction que semblent présenter les deux manières de calculer le taux d'investissement me paraît être la suivante : le tableau de la page 141 ne prenant en considération que le PIB, les délocalisations des années 1980-1990 (vers les "pays à faible revenu", pour l'essentiel) produisent une baisse relative de la FBCF à *l'intérieur* des pays riches. En revanche, le calcul du PNB prenant en compte, quant à lui, les résultats des entreprises nationales qui produisent à l'étranger, le taux d'investissement par rapport au PNB est non seulement bien supérieur à ce qu'il est par rapport au PIB, mais encore il voit sa croissance s'accroître par rapport aux années 1970. (Cela, du moins, est vrai pour les 'pays à revenu élevé' ; dans les autres pays, en revanche, on observe une nette tendance au ralentissement de la croissance des investissements par rapport au PNB.)

• Page 146, Daniel Gluckstein passe à l'examen d'un nouveau tableau, qu'il a brossé lui-même à partir de données éparses, considérant — à juste titre — que "la vérité ne peut être approchée qu'à partir d'un tableau d'ensemble de la situation mondiale (...) Ainsi avons-nous rassemblé en un tableau d'ensemble les dernières statistiques sur l'investissement dans le monde entier, groupe de pays par groupe de pays, et en examinant l'évolution relative durant le dernier quart de siècle". Malheureusement, il prend pour année de référence 1993, dont les mauvais résultats corroborent mieux ce qu'il veut montrer que les résultats de telle ou telle autre année de la même période... Certes, même s'il avait pris les résultats d'autres années récentes, il serait apparu que le taux d'investissement dans le monde durant les vingt-cinq dernières années est moindre que pendant les "Trente Glorieuses". Cependant, là encore, toutes ces comparaisons ne concernent que le *rythme* de croissance de la FBCF par rapport au PNB : cela n'empêche nullement cette croissance d'être absolue. C'est pourquoi les affirmations de la page 146 n'ont guère de validité : "Les faits sont les faits", n'hésite pas à écrire Daniel Gluckstein — avant de tirer ses conclusions de considérations qui, précisément, ne portent nullement sur des faits réels, puisqu'elles concernent ce qu'*auraient été* les faits *si* la courbe des investissements des "Trente glorieuses" *s'était* poursuivie jusqu'en 1993... Il écrit : "une progression de l'investissement équivalente à 315 milliards dans une partie du monde (...) ne peut compenser une baisse d'investissement de plus de 4000 milliards de dollars dans le reste du monde". Mais la "baisse d'investissement" dont il est question, contrairement à ce que Daniel Gluckstein suggère, n'est nullement une baisse *réelle* : le tableau qu'il a confectionné ne montre absolument pas un effondrement général des investissements productifs, puisque, tout au contraire, dans la réalité, ceux-ci n'ont cessé de croître de manière absolue. En fait, les "4042 milliards perdus" dont Daniel Gluckstein n'hésite pas à parler ne représentent rien de réel, mais une pure fiction : ce chiffre correspond simplement à la somme de ce qu'*auraient* représenté les investissements qui n'ont pas eu lieu *si* le rythme de la croissance globale des investissements qui ont eu lieu *avait été* le même que celui des "Trente Glorieuses"...

Bref, non seulement Daniel Gluckstein, ici comme ailleurs, parle de "baisse" ou de "perte" quand il s'agit seulement d'un ralentissement de croissance, mais encore il tire les faits par les cheveux, voire échafaude des hypothèses "contre factuelles", pour tenter de démontrer par tous les moyens la thèse qu'il soutient.

C'est pourquoi sa conclusion sur la question du capital productif (p. 148) est ambiguë et, en dernière analyse, erronée. Il écrit, en effet : "On peut donc, sur la base des faits, conclure en ces termes sur le point de l'investissement : (...) la tendance générale est à la décélération des investissements [cette formule, à la lettre, ne veut rien dire, mais elle permet d'éviter de

parler de la *croissance (ralentie) des investissements...*] se traduisant par une baisse des taux d'investissement dans les pays de l'OCDE, où se concentrent 80 % des investissements mondiaux (FBCF/PIB)... [Eh oui ! Daniel Gluckstein ne prend en considération que le rapport “FBCF/PIB”, parce qu’il semble corroborer sa thèse, et il ignore le rapport FBCF/PNB, qui la contredit]... et dans les pays, en particulier l'Afrique, délaissés par les multinationales. Il s'agit bien d'une tendance prononcée à la 'désaccumulation productive'”. Quel est le sens de cette dernière phrase ? Une désaccumulation productive effective, d’ailleurs impossible sur une longue durée dans le cadre du mode de production capitaliste, signifierait une baisse absolue des investissements et du capital productifs ; or cela n'est nullement le cas¹. Si Daniel Gluckstein veut simplement dire que la “ conséquence directe de la baisse du taux d'investissement ” est que “ les profits ne conduisent plus à des investissements en mesure d'employer la population transférée des secteurs en déclin et les jeunes arrivant à l'âge actif ” (p. 152) ; s'il veut dire que la politique de l'impérialisme conduit aujourd'hui à l'explosion des activités parasitaires en général et de la spéculation en particulier, qui pèsent d'un poids énorme sur le procès de production et, en dernière analyse, sur les salariés — il n'a qu'à le dire simplement, il n'a pas besoin d'exagérer la gravité de la situation en parlant d'une “désaccumulation productive” à l'échelle mondiale. En effet, on ne peut appeler de ce nom ce que Daniel Gluckstein appelle beaucoup plus correctement, quelques pages plus loin (p. 186) : un “net ralentissement de l'accumulation”, c'est-à-dire un net ralentissement de “l'élargissement du capital productif”.

Comme Daniel Gluckstein le rappelle lui-même, aujourd'hui comme hier, “la valeur ne peut se préserver qu'en 'bourgeonnant sans cesse' [comme dit Marx] ; le capital ne peut se préserver qu'en 'suçant' davantage le 'travail vivant'” (p. 136). Mais il ajoute immédiatement que, aujourd'hui, “il y a cependant une différence qualitative. Cette tendance à la croissance permanente du capital, autrement dit : le fait que, pour vivre comme rapport social d'exploitation, il lui faut sans cesse se développer, s'étendre, se heurte — on le sait, et c'est la caractéristique de l'impérialisme — aux limites du marché, une fois constitué en marché mondial. Cependant, en dépit de la stagnation des forces productives, le capital ne peut survivre qu'en s'accroissant”. Qu'est-ce que cette valeur et ce capital qui se développent, sinon le capitalisme qui continue de développer la production, d'augmenter la productivité et le nombre de salariés qu'il exploite — quelles que soient, encore une fois, les conditions et le degré de cette exploitation, quel que soit le nombre de chômeurs, de précaires, de pauvres et d'affamés ? La représentation d'un marché mondial “constitué” une fois pour toutes et ne pouvant plus se développer me semble fautive. En effet, si le marché mondial ne continuait pas de se développer aujourd'hui, on ne voit pas comment les gigantesques profits obtenus par l'augmentation des gains de productivité se réaliseraient. Tant qu'il n'y aura pas de *récession absolue* de la production, on ne pourra pas dire que le marché se rétrécit effectivement. La phrase selon laquelle “le capital ne peut survivre qu'en s'accroissant” est valable pour *l'ensemble* du capital, c'est-à-dire, au stade impérialiste du capitalisme, pour le capital financier qui résulte de la fusion entre le capital bancaire et... le capital industriel.

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, malgré la surévaluation hallucinante des “produits financiers”, la hausse de leur valeur n'est jamais complètement déconnectée de la valeur réelle des entreprises industrielles ou de services qu'ils représentent en dernière analyse. Comme le dit Daniel Gluckstein, le “mouvement spéculatif, où le capital cherche une mise en valeur directe, sans passer par le stade de la production, se développe sur les bases bien réelles des restructuration, des déréglementations et des politiques destinées à réduire le prix de la force de travail” (p. 121) ; il s'ensuit certes que “les profits et les perspectives de profit reconstitués, sur la base des restructurations et de la dévalorisation de la force de travail, alimentent la croissance des fonds engagés dans la spéculation” (p. 128) ; mais cela ne signifie

¹ L'encadré de la p. 149 assimile à tort une baisse des “investissements physiques” et une désaccumulation productive.

pas *ipso facto* que, comme l'ajoute Daniel Gluckstein sans transition, ils “alimentent” par là même “leur désengagement de la production, aggravant le mécanisme destructeur des forces productives” : en effet, tant qu'il n'y aura pas récession absolue du capital productif, tant qu'il n'y aura pas décroissance absolue de la production de richesses aptes à satisfaire des besoins humains, il restera erroné de dire que le capital se désengage de manière absolue de la production¹.

Il est donc doublement faux d'écrire que “la tendance à la baisse du taux d'investissement (...) confirme que l'économie capitaliste ne repose plus tant sur l'accumulation du capital que sur le développement de la bulle spéculative”. D'une part, en effet, quelle que soit l'importance monstrueuse, parasitaire et étouffante de la bulle spéculative dans l'économie mondiale, on ne voit pas comment celle-ci pourrait “reposer” sur celle-là : c'est bien évidemment le contraire qui reste vrai. D'autre part, comme nous l'avons vu, le taux d'investissement ne connaît pas de baisse absolue, et l'augmentation importante des profits dans la part de la valeur ajoutée signifie manifestement que, du point de vue capitaliste, l'activité économique se porte bien — puisque, si tel n'était pas le cas, ces profits seraient irréalisables. Autrement dit, *l'explosion du parasitisme et de la spéculation, si elle gangrène l'activité productive et exerce une pression considérable sur le coût du travail, n'empêche cependant pas, pour l'instant, que l'économie capitaliste permette toujours une accumulation effective du capital productif et un développement des forces productives au sens étroit du terme (nombre de salariés, productivité, production de richesses, stock de capital, etc.)*.

4) La quatrième objection que l'on peut faire à la démonstration de Daniel Gluckstein peut se formuler de la manière suivante : pourquoi la “dévalorisation” de la force de travail est-elle systématiquement assimilée à sa “destruction” ?

Daniel Gluckstein écrit, en effet, que “la nécessité à laquelle fait face le capital de détruire la force de travail l'amène à détruire les cadres réglementaires existants (...) pour imposer une dévalorisation-destruction sans entrave de la principale force productive” (p. 16 ; cf. *passim*). De même, prenant l'exemple du Mexique, où la population industrielle a fortement augmenté dans les années 1990, en raison de l'instauration des *maquiladoras*, Daniel Gluckstein affirme que “le capitalisme, à l'échelle mondiale, répond à la résistance et à l'organisation du mouvement ouvrier (...) en accentuant sa politique de destruction des forces productives sous la forme de la dévalorisation systématique de la principale force productive : la force de travail humaine” (p. 372). Ainsi Daniel Gluckstein identifie-t-il la dévalorisation de la force de travail en tant que telle et la destruction des forces productives, même dans un pays où la production industrielle se développe rapidement — au prix, certes, d'une exploitation effroyable.

Certes, en un sens, on peut considérer que Daniel Gluckstein parle de “destruction des forces productives” en référence aux éléments de “définition” qu'il a proposés de celles-ci, considérant que la dévalorisation de la force de travail signifie que, par rapport aux besoins humains, il y a régression sociale. Mais, comme nous l'avons déjà vu, la dévalorisation de la force de travail est en elle-même le principe de la production de plus-value relative, elle est à la base de la lutte des capitalistes pour réduire la part du travail nécessaire ; de sorte que, en réalité, cette assimilation de la dévalorisation de la force de travail à sa destruction est une nouvelle expression de la confusion théorique que j'ai déjà signalée et qui conduit à croire que la dévalorisation de la force de travail serait propre au seul stade de l'impérialisme décadent.

¹ P. 133 (encadré n° 4), Daniel Gluckstein cite une étude qui dit clairement que les grosses entreprises licencient massivement car “la règle est de *produire souvent davantage* avec moins de salariés” (je souligne) ; il n'en conclut pas moins avec son leitmotiv favori : “De plus en plus, le capital se désengage de manière accélérée des secteurs de la production pour s'investir dans le domaine de la spéculation”. Mais, encore une fois, si une entreprise “produit davantage”, que peut bien signifier ce désengagement du capital productif ? Mystère. En guise d'argument, Daniel Gluckstein ajoute : “Même une entreprise automobile américaine comme Ford : sur les 2,5 milliards de dollars de bénéfices qu'elle a réalisés en 1993, 60% l'ont été dans le seul secteur financier.” Certes. Mais cela ne signifie pas en soi que son capital productif ait reculé.

Cette confusion se manifeste clairement, en l'occurrence, dans le fait que Daniel Gluckstein en arrive à suggérer que seule la “plus-value relative de type 2”, comme il l'appelle, est fondée sur la dévalorisation de la force de travail : ainsi écrit-il, au sujet de l' “érosion relative” de la “population industrielle” par rapport à la “population active” en général, que cela est “l'expression concentrée de la tendance du capital financier, à l'époque de l'impérialisme, à détruire les forces productives qui ne permettent pas une rentabilisation suffisante du capital et à utiliser tous les leviers de l'augmentation de la productivité, de la surexploitation, de la déréglementation, pour accroître les possibilités de production tout en réduisant le recours à la main d'œuvre. Et cela vaut de manière un peu plus accentuée encore concernant la population manufacturière. (...) Pour maintenir ou augmenter le taux de plus-value (pl/v), le capital a de plus en plus recours à ce que nous avons appelé la 'plus-value de type 2'. C'est précisément cet aspect désormais majeur — dont la traduction la plus évidente est la dévalorisation constante de la force de travail — qui s'exprime dans l'extrême mobilité et les différenciations dans l'évolution de la population industrielle dans les différentes régions du monde et dans les différents pays” (p. 370). Or, là encore, comme nous l'avons vu plus haut, tous les phénomènes énumérés ici ne font qu'exprimer les différents mécanismes par lesquels tout capital s'approprie la plus-value relative, selon la définition même de celle-ci ; et aucun de ces phénomènes ne prouve en lui-même que la plus-value relative ainsi dégagée soit de “type 2” et non de “type 1”. Encore une fois, la dévalorisation de la force de travail n'est nullement “la traduction la plus évidente” de l'extorsion de la “plus-value de type 2” (c'est-à-dire de l'extorsion de plus-value qui se fonde sur la baisse du pouvoir d'achat des salariés) : d'une part, en effet, ce n'est pas une “traduction” de l'extorsion d'une plus-value accrue, mais c'en est la cause ; d'autre part, c'est la cause de l'extorsion de la plus-value relative en général, et non de tel type de plus-value.

Mais supposons que, malgré un langage équivoque, Daniel Gluckstein ait voulu parler de “destruction de la force de travail”, non pas pour *toute* dévalorisation de celle-ci, mais uniquement pour celle qui va jusqu'à une baisse du pouvoir d'achat des salariés (c'est-à-dire celle qui conditionne la “plus-value relative de type 2”). Qu'en serait-il dans ce cas ? Par définition, il y aurait alors un recul de la satisfaction de besoins des salariés. Cependant, il n'en resterait pas moins que cette dévalorisation de la force de travail aurait pour cause l'augmentation de la productivité du travail social. Or l'augmentation de la productivité du travail est précisément ce que Marx appelle “l'élévation de la force productive du travail” (au singulier). Autrement dit, la dévalorisation de la force de travail suppose, dans ce cas aussi, “l'élévation de la force productive du travail”, dont elle est l'effet immédiat, mécanique. Certes, à moyen terme, la baisse du pouvoir d'achat, si elle devient générale, constitue un rétrécissement du marché qui aura finalement pour conséquence une destruction véritable, qui peut ou non être passagère, de nombreuses forces productives. Mais cette évolution de la situation n'est pas un effet mécanique, immédiat, de la dévalorisation de la force de travail “de type 2” : *elle dépend de la lutte des classes*, tant de ses acquis que de sa capacité à défendre ceux-ci et à enrayer le rouleau compresseur capitaliste. Finalement, ici comme ailleurs, seule la lutte des classes peut décider si telle ou telle dévalorisation de la force de travail aboutit ou non, à tel ou tel degré et pendant telle ou telle période, à une destruction effective de forces productives.

En tout cas, la dévalorisation de la force de travail, même de “type 2”, n'est pas en soi sa destruction, dans la majorité des cas. Plus exactement, on ne peut parler de “destruction” de la force de travail que si on l'a considère en tant que *productrice de valeur* : si le nombre des forces de travail salariées effectivement employées diminue de façon absolue et/ou si une dévalorisation générale de la force de travail d'un secteur ou d'un pays repose sur sa reproduction défectueuse, alors — mais alors seulement — la capacité de produire de la valeur de la force de travail connaît une régression, une perte sèche, et en ce sens une “destruction” ; or nous avons vu que la première hypothèse n'est pas encore réalisée aujourd'hui, et nous allons voir que la seconde n'est pas prouvée par Daniel Gluckstein. — En revanche, si l'on

considère la force de travail en tant que *productrice de valeurs d'usage*, sa "destruction" ne peut signifier, au sens strict, que l'extermination physique des travailleurs (comme c'est le cas notamment pendant les guerres) et, en un sens figuré, leur exclusion du système de production. Or la première tendance se réalise certes aujourd'hui de manière effective (à cause de la guerre, de la drogue, des épidémies, etc.), mais ses effets restent encore extrêmement limités du point de vue démographique ; quant à la seconde *tendance*, elle est certes effectivement à l'œuvre aujourd'hui à une échelle sans précédent, mais, comme nous l'avons vu en examinant le tableau présenté par Daniel Gluckstein au chapitre XV, la différence des destructions et des créations d'emplois salariés dans le monde fait encore pencher la balance du côté de ces dernières.

5) La cinquième objection tient à la question de l'évolution du niveau de vie des masses. A ce sujet, Daniel Gluckstein ne cesse de parler de la "réduction des capacités de consommation" des masses et même de "baisse du pouvoir de consommation de l'immense majorité de la population" (p. 178, et *passim*) qui serait selon lui un fait avéré exprimant le processus de "dislocation" effective du marché mondial. Là encore, on ne sait pas s'il s'agit d'une réduction absolue ou d'une réduction par rapport à l'augmentation rapide de la population mondiale. Mais surtout, Daniel Gluckstein ne fournit pas de documents permettant de vérifier ses affirmations : ses lecteurs doivent donc le croire sur parole¹.

Il affirme par exemple, au sujet de la France en particulier qu' "aujourd'hui, les augmentations de productivité diminuent le salaire réel" (p. 173) et que les années 1980 constituent une période où "production et consommation s'effondrent" (p. 133). Mais quelle preuve apporte-t-il pour appuyer ses dires ? Il présente un simple graphique montrant la très nette baisse des salaires réels *par rapport* à la productivité en France de 1975 à 96. Ce nouveau document corrobore ce que l'on sait depuis l'examen du tableau des comptes de l'industrie française analysé au chapitre II, à savoir que la part des profits augmente beaucoup plus vite que la part des salaires dans la valeur ajoutée, laquelle augmente rapidement, du fait notamment des gains de productivité. Mais ce tableau de la page 174 ne montre rien de plus. Le commentaire dont Daniel Gluckstein le fait suivre est particulièrement inadéquat : "à partir des années 1980, écrit-il, chaque fois que la productivité progresse, disons, de 10%, les salaires — pouvoir de consommation — baissent de plus de 10%. Donc, le pouvoir de consommation (salaire réel) régresse". Ce commentaire est erroné. En effet, le fait que les gains de productivité profitent de moins en moins aux salariés ne signifie nullement, en lui-même, que le pouvoir d'achat des salariés régresse de manière absolue.

Du reste, il suffit de se reporter aux résultats d'une enquête du CREDOC, datant de janvier 1996, sur "le niveau de vie des Français", pour constater que non seulement la consommation des ménages n'a pas cessé de croître en France, mais encore que "la période 1980-1994 s'est caractérisée par une amélioration sensible des conditions de vie de l'ensemble de la population", notamment par une amélioration de l'équipement des ménages, et même par une baisse de la proportion des ménages "les plus défavorisés" dans l'ensemble des ménages — même si, bien sûr, cette amélioration globale s'est "doublée d'un accroissement des inégalités entre catégories extrêmes", avec en particulier la dégradation du niveau de vie des ouvriers non qualifiés.²

De même, Daniel Gluckstein affirme que partout, dans les pays développés comme dans les pays pauvres, "une véritable politique de paupérisation frappe non seulement la masse de la population salariée, mais toutes les couches, y compris les plus qualifiées". Que cette *politique* soit à l'œuvre partout dans le monde, c'est indéniable ; mais qu'elle *aboutisse* déjà à

¹ Même les faits présentés dans le premier chapitre, qui nous informent certes sur certains aspects de l'état du monde, ne nous apprennent quasiment rien sur l'évolution des capacités de consommation des masses à l'échelle mondiale.

² Cf. *Les inégalités en France. Évolution 1980-1994, Cahier de recherche* du CREDOC (Centre de recherche et d'étude sur les conditions de vie des Français) n° 83, janvier 1996.

une paupérisation absolue des masses au niveau mondial, comme Daniel Gluckstein le suppose à plusieurs reprises, il est permis d'en douter. En tout cas, on ne saurait prendre pour argent comptant des affirmations non prouvées. Par exemple, je ne crois pas que, contrairement à ce qu'il affirme, les couches "les plus qualifiées" et les classes moyennes des "pays à revenu élevé" connaissent déjà une paupérisation — qu'elle soit relative ou absolue ; en tout cas, cela n'est nullement prouvé dans ce livre, et le document du CREDOC cité plus haut montre le contraire en ce qui concerne la France. Certes, *certain*s "pays à revenu élevé" ont connu une baisse du pouvoir de consommation de la majorité des travailleurs dans les vingt dernières années, notamment les États-Unis (cf. p. 247) et la Grande-Bretagne. Mais cela ne signifie pas que ce soit vrai pour les autres pays industrialisés. En revanche, il est évident que, comme l'explique le Rapport de la CNUCED cité par Daniel Gluckstein p. 45, la tendance générale, aussi bien entre les différents pays qu'à l'intérieur des pays eux-mêmes, se caractérise par l'accroissement considérable des inégalités ; de sorte que, s'il n'y a pas (ou pas encore) de paupérisation absolue pour la majorité des populations dans les pays développés, il n'en reste pas moins que "la baisse en valeur absolue des salaires réels des travailleurs non qualifiés [et non de tous les travailleurs] — 20 à 30 % dans certains cas —, qui est déjà une tendance bien assise dans de nombreux pays développés, est chose courante dans les pays en développement depuis le début des années 80". Quant aux pays les plus pauvres, leur situation s'est dégradée de manière absolue puisque "pas moins de 100 pays — tous en développement ou en transition — ont connu un recul économique sérieux au cours des trente dernières années. En conséquence, le revenu par habitant dans ces 100 pays est inférieur à ce qu'il était il y a 10, 15, 20, voire 30 ans."

Au lieu d'une analyse différenciée du niveau de vie des masses dans les différents pays, Daniel Gluckstein répète sans cesse que le niveau de vie baisse partout. Faisant flèche de tout bois, il interprète de manière unilatérale certains des rares documents qu'il apporte à l'appui de ses dires, par exemple le tableau qui témoigne de la baisse du taux d'épargne des ménages (p. 186). Il explique, en effet, que ce document est une nouvelle preuve du recul du pouvoir d'achat. Or, cette explication est manifestement erronée ou, à tout le moins, extrêmement partielle. En effet, plusieurs autres explications plus convaincantes peuvent être avancées. Par exemple, il est évident que l'explosion de la spéculation depuis vingt ans, même si elle est évidemment le fait écrasant d'investisseurs institutionnels et de boursicoteurs professionnels, n'a cependant pas laissé indifférent un nombre non négligeable de ménages des classes moyennes, qui ont pu préférer acheter des actions plutôt que d'épargner de manière classique. Surtout, comme l'explique notamment l'étude du CREDOC citée ci-dessus, la baisse du taux d'épargne des ménages signifie très souvent une augmentation de la consommation, en particulier une acquisition de biens d'équipement plus ou moins onéreux. Du reste, quoiqu'il en soit, l'examen du taux d'épargne des ménages britanniques rend pour le moins difficile la conciliation de deux affirmations de Daniel Gluckstein selon qui, d'une part, les travailleurs anglais ont connu une baisse de leur pouvoir d'achat durant les vingt dernières années (ce qui, à mon avis, est vrai) et selon qui, d'autre part, la baisse du taux d'épargne signifie en elle-même le recul de la consommation (ce qui est au moins unilatéral et partiel, voire erroné). En effet, le taux d'épargne des ménages britanniques est en hausse dans les vingt dernières années...

Bref, il faut relativiser l'affirmation selon laquelle le "marché mondial (serait) disloqué (et impuissant à absorber les marchandises produites)". En effet, la hausse importante des profits industriels, même si le "partage des bénéfices" profite de plus en plus aux capitalistes et de moins en moins aux travailleurs, n'en implique pas moins que ces profits se réalisent effectivement, c'est-à-dire que les marchandises produites sont vendues. La croissance de la production mondiale de marchandises utiles à la population et effectivement consommées par elle est donc encore, à ce jour, un fait bien réel, malgré le développement sans précédent du parasitisme économique — et même si cette croissance ne correspond nullement à l'augmentation considérable de la population mondiale. Cela signifie que l'exclusion par le

système du profit de masses d'êtres humains toujours plus importantes n'empêche pas (ou pas encore) que le marché capitaliste continue de se développer. Comme je l'ai dit en commençant, la croissance absolue de la production de richesses et des forces productives (au sens étroit) effectivement utilisées à l'échelle du globe n'est nullement incompatible avec l'extension de la misère et avec le fait que les besoins de milliards d'êtres humains sont de moins en moins satisfaits ; c'est au contraire la nature même du capitalisme que de développer à la fois, dans un seul et même mouvement, une richesse matérielle gigantesque et une misère massive. En particulier, la croissance rapide de la population mondiale, essentiellement dans les pays pauvres, ne rend que plus monstrueux la non utilisation des forces productives potentielles, la guerre, le gaspillage, les destructions matérielles et humaines, qui sont les différentes conséquences du maintien du système capitaliste aujourd'hui.

Conclusion sur la question des forces productives

Pour conclure sur la démonstration globale de la thèse de Daniel Gluckstein concernant la force de travail et le capital productif en général, c'est-à-dire les forces productives au sens étroit du terme, je dirai que ma critique peut se ramener à deux points :

— Le livre de Daniel Gluckstein, contrairement à ce que l'on pourrait croire de prime abord, manque trop souvent de preuves documentaires appuyant les thèses qu'il soutient. Or, comme le dit Lénine, “pour montrer (la) situation objective, il faut prendre non pas des exemples, des données isolées (l'extrême complexité des phénomènes de la vie sociale permet toujours de trouver autant d'exemples ou de données isolées qu'on voudra à l'appui de n'importe quelle thèse), mais tout l'ensemble des données sur les fondements de la vie économique de toutes les puissances (...) et du monde entier”¹.

—L'explication par Daniel Gluckstein des tendances profondes de l'impérialisme aujourd'hui tend trop souvent à gommer le fait que la réalisation de celles-ci n'est pas mécanique et qu'elle est encore largement inachevée. *Concrètement, cela signifie que la pire politique impérialiste est très largement devant nous et que seule la lutte des classes, en dernière analyse, permet et permettra à telle ou telle tendance de l'emporter ou non sur les autres à telle ou telle époque.*

Mes critiques portent donc essentiellement sur la manière dont Daniel Gluckstein traite les faits et la question des forces productives, et sur le fait que, malgré le caractère péremptoire de ses affirmations, il ne démontre pas de manière probante que, aujourd'hui, les forces productives prises dans le sens étroit, courant et empirique subissent une décroissance absolue. Mais il n'en demeure pas moins que ce que Daniel Gluckstein explique de manière schématique, mécanique et exagérée est bel et bien à l'œuvre en tant que tendance effective, dont les conséquences immédiates et surtout à venir sont de plus en plus dramatiques pour un nombre croissant d'êtres humains et aboutiront à la généralisation de la "barbarie" si les coups de l'impérialisme, dont la politique est, en elle-même, celle du rouleau compresseur, continuent de l'emporter sur la résistance des travailleurs et des peuples. Il reste que celle-ci peut également contrecarrer la réalisation des tendances de l'impérialisme. C'est ce que signifie, concrètement, le caractère “inachevé” d'un processus qui, malgré l'offensive générale de l'impérialisme, est loin d'avoir abouti à ce jour à la pleine réalisation des tendances mises en évidence par Daniel Gluckstein.

On ne peut que regretter les faiblesses de la démonstration concernant la question des forces productives — d'autant que cette question est jugée si importante par la direction de la IVe Internationale qu'elle est qualifiée comme une “ligne de clivage” dans la *Lettre de la Vérité* qui rend compte du IVe Congrès... C'est dire si une véritable discussion sur ce point doit avoir

¹ *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, préface aux éditions française et allemande.

lieu entre nous, sur la base d'une véritable analyse critique des faits, et au moyen de la théorie marxiste prise dans son ensemble.

IV. Sur le “ capitalisme ascendant ” et l'impérialisme.

Ce problème des "forces productives" et celui de la détermination des tendances de l'impérialisme en général réapparaissent dans la manière dont Daniel Gluckstein rend compte, dans son livre, des analyses de *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*. Ce compte-rendu semble être tout entier déterminé par la volonté de trouver coûte que coûte dans le texte de Lénine des confirmations de ce qu'essaie de démontrer le livre *Mondialisation et lutte des classes* ; or ce parti pris conduit à des simplifications abusives et même à des contresens (ce qui va m'obliger à faire de longues citations).

1) Tout d'abord, la périodisation proposée par Daniel Gluckstein dans l'*Introduction générale*, selon laquelle, “ schématiquement, les marxistes distinguent deux grands stades ” (p. 13), à savoir le stade ascendant du capitalisme et son stade décadent ou “capitalisme pourrissant” me semble beaucoup trop simpliste et, pour cette raison, elle ne rend pas compte de la spécificité des phases d'existence historique du mode de production capitaliste. Surtout, cette distinction recoupe, pour Daniel Gluckstein, celle qui oppose la période de libre concurrence, d'une part, et celle de l'impérialisme, d'autre part. Or cela conduit l'auteur à une double confusion : d'une part, il attribue à la première phase des traits qui sont propres à l'impérialisme tel que le définit Lénine ; d'autre part, il caractérise la phase impérialiste comme un stade où le capitalisme, parce qu'il est “pourrissant”, ne se développe plus — ce qui est erroné.

Le premier problème que pose cette périodisation tient à la caractérisation spécifique de ces deux phases. Selon Daniel Gluckstein la “révolution industrielle du XIXe siècle”, la “libre entreprise et la libre concurrence” et les “conquêtes coloniales” sont contemporaines ; ainsi écrit-il que “les grandes puissances capitalistes ont, *d'un seul et même mouvement*, conquis le marché mondial et constitué le marché dans leur propre pays. C'est l'époque où la France, l'Angleterre, la Belgique (dans une moindre mesure l'Allemagne) se disputent la Chine, l'Afrique... Il leur faut élargir les marchés, se procurer des matières premières à bas prix, utiliser une main d'œuvre à bon marché, poursuivre l'accumulation du capital” (je souligne). Daniel Gluckstein mélange ici des déterminations propres au capitalisme de libre concurrence, d'une part, et à l'impérialisme tel que le décrit Lénine, d'autre part. En effet, la colonisation *spécifiquement impérialiste* du monde par les pays dont parle Daniel Gluckstein se caractérise avant tout par l'exportation des capitaux, le pillage des pays dominés et l'exploitation de leurs peuples ; cette colonisation d'un type nouveau (constitution non plus seulement des “colonies de peuplement” et des “comptoirs” commerciaux, mais des “empires” coloniaux proprement dits) est essentiellement le trait dominant du dernier tiers du XIXe siècle et du XXe siècle. En revanche, la colonisation est un phénomène d'ampleur, de nature et de signification différentes à l'époque du capitalisme fondé sur la libre entreprise et la libre concurrence, période où le développement du marché mondial consiste en un échange généralisé de marchandises entre les pays capitalistes commerçants à l'échelle du globe.

Corrélativement, Daniel Gluckstein conçoit trop souvent le marché comme étant “à conquérir”, comme si celui-ci préexistait à la production capitaliste. En réalité, — si l'on fait abstraction d'une relative antécédence *historique* du commerce international par rapport au développement du mode de production capitaliste proprement dit —, il est évident que c'est la production capitaliste comme telle qui *crée* son propre marché. Certes, à d'autres endroits de son livre, Daniel Gluckstein s'exprime plus rigoureusement, par exemple quand il écrit (p. 100)

: “en se constituant comme rapport social d'exploitation, le capitalisme constitue son propre marché” ; mais il garde cette thèse uniquement pour le “capitalisme ascendant”, comme si le capitalisme n'avait pas toujours besoin de constituer son marché ! En même temps, Daniel Gluckstein tend à confondre d'une part le *partage des marchés*, c'est-à-dire la lutte pour se les approprier, qui est propre au système capitaliste et même au système marchand en général, et, d'autre part, le *partage du monde* (colonisation, “zones d'influence”) entre les grandes puissances, qui est une spécificité du stade impérialiste ; cela ne signifie pas, bien évidemment, que la colonisation soit exclusivement propre au stade suprême du capitalisme, mais elle est l'un des traits dominants de celui-ci.

La raison de toutes ces confusions tient à ce que Daniel Gluckstein oppose de manière erronée le “capitalisme ascendant ” qui serait caractérisé par la conquête du marché mondial et, “en sens inverse (...) l'impérialisme”, époque où “le marché mondial (serait) borné”. Or d'une part, *le marché est par nature borné*, puisqu'il fait dépendre la consommation de la solvabilité des masses, quel que soit le stade de développement du système marchand (ce n'est là, d'ailleurs, qu'une autre manière de dire ce qu'explique très bien Daniel Gluckstein lui-même en rappelant la formule de Marx : “la barrière du capital, c'est le capital lui-même ”) ; d'autre part — et ceci est la conséquence de cela — la conquête de nouveaux marchés est l'objectif de toute entreprise et de toute nation capitalistes, quelles que soient leur taille et l'époque à laquelle elles produisent : cette conquête de nouveaux *marchés* n'implique évidemment pas nécessairement la conquête de nouveaux *territoires* (par exemple, la création de téléphones portables exige la création de nouveaux marchés pour lesquels les entreprises se font concurrence au niveau mondial, mais elles n'ont pas nécessairement besoin de coloniser pour cela...) ; enfin, si l'impérialisme se caractérise certes par le fait que le partage du monde en zones d'influence a abouti à une situation où de nouveaux partages ne deviennent possibles que par la guerre inter impérialiste, il n'en reste pas moins que la concurrence des nations impérialistes entre elles pour la conquête de nouveaux marchés, y compris au sein des “zones d'influence” des autres puissances, a une réalité effective relativement indépendante de la guerre militaire.

Daniel Gluckstein rappelle (p. 86) que “Marx et Engels eux-mêmes avaient caractérisé la tendance croissante à l'étouffement des forces productives dans le cadre des rapports de production bourgeois”. Mais alors, pourquoi considérer, comme ne cesse de le faire Daniel Gluckstein, que l'étouffement des forces productives est un trait propre au seul impérialisme ? Pourquoi écrire que la phase du “capitalisme ascendant” “s'est achevée lorsque le capitalisme a atteint son stade impérialiste, caractérisé par Lénine comme le stade suprême du mode de production capitaliste ayant pris possession du marché mondial. *Dès lors*, les forces productives “étouffent” dans le cadre même du marché mondial” (p. 358, je souligne) ? Comme je l'ai déjà dit à un autre sujet, il serait abstrait de distinguer, d'une part, des tendances qui ne se réaliseraient pas et, d'autre part, des tendances qui se réaliseraient : toute tendance est une tendance réelle, elle se réalise effectivement par et dans l'histoire — même si, empiriquement, cette réalisation peut n'être pas directement observable, notamment lorsque des tendances contradictoires la contrecarrent et semblent en atténuer l'efficacité. Ce qui vaut pour les tendances du système capitaliste en général vaut bien évidemment pour sa contradiction fondamentale, celle que le Marx du *Capital* décrira plus précisément comme contradiction entre la tendance du mode de production capitaliste au développement illimité de la productivité et de la production de masse, d'une part, et la tendance à limiter ce développement, à le freiner, à le rendre unilatéral dans le cadre des rapports de production capitalistes, d'autre part. *Cette contradiction est propre au système capitaliste en lui-même, dès lors qu'il est parvenu à l'ère de la grande industrie (production de masse)*. Concrètement, cette contradiction se manifeste notamment dans des crises de surproduction, que Marx et Engels décrivent en 1845 dans *L'Idéologie allemande* comme une énorme destruction périodique de forces productives, condition d'un nouveau développement des forces

productives et du marché capitaliste. A cette époque, Marx et Engels expliquent qu'à partir d'un certain stade, les forces productives "deviennent pour la plupart des forces destructives et une foule d'entre elles ne peuvent pas trouver la moindre utilisation sous (le) régime (capitaliste) (...) Il arrive un stade où naissent des forces productives et des moyens de circulation qui ne peuvent être que néfastes dans le cadre des rapports existants et ne sont plus des forces productives, mais des forces destructrices (le machinisme et l'argent), et, fait lié au précédent, il naît une classe qui supporte toutes les charges de la société, sans jouir de ses avantages, qui est expulsée de la société". Cette phrase, citée par Daniel Gluckstein (p. 95) n'est nullement une "anticipation", contrairement à ce qu'il dit. Il s'agissait au contraire, pour Marx et Engels, de décrire les contradictions fondamentales réelles du capitalisme, telles qu'elles se manifestaient dès cette époque — sous forme de violentes crises cycliques de surproduction¹.

Ces crises manifestaient ainsi concrètement le caractère contradictoire du système capitaliste. Il n'y a pas d'un côté une période où cette contradiction ne serait pas réalisée, et d'un autre côté une ère où elle se serait mise à se réaliser. Selon Marx et Engels, la tendance à l'étouffement et à la destruction des forces productives par et dans le mode de production capitaliste est une constante de celui-ci, elle manifeste sa contradiction spécifique fondamentale. C'est pourquoi la formulation de Daniel Gluckstein n'est pas encore tout à fait rigoureuse lorsque, revenant sur la périodisation trop schématique de son *Introduction générale*, il distingue (pp. 50-51) deux phases dans le "capitalisme ascendant" : il écrit ainsi que "du XVI^e siècle au milieu du XIX^e siècle, le capitalisme connaît sa phase ascendante. (Puis), au milieu du XIX^e siècle, commencent déjà à se dessiner les contradictions propres au régime fondé sur la propriété privée des moyens de production". Cette nouvelle distinction vise à une description plus fine de la réalité. Mais pour être tout à fait rigoureux, il faut dire que les contradictions sont *inhérentes* au mode de production capitaliste comme tel (à commencer par la contradiction entre les forces productives et les rapports de production, contradiction d'ailleurs propre à tout mode de production fondé sur un antagonisme de classes), mais qu'elles se sont *manifestées* (et non seulement "dessinées"...), sous forme de crises violentes, à partir de 1825, date de la première des crises cycliques générales, "classiques", du système capitaliste. Il n'en reste pas moins, bien évidemment, que la contradiction fondamentale du mode de production capitaliste ne se manifeste pas nécessairement de la même manière à chaque époque — comme nous allons le voir. Pour autant, on ne peut ni considérer que la tendance à l'étouffement des forces productives est propre au stade impérialiste du capitalisme, ni réduire celui-ci à ce seul aspect de la contradiction¹.

¹ Cf. aussi le *Manifeste du parti communiste* (1847) : "Depuis des dizaines d'années, l'histoire de l'industrie et du commerce n'est autre chose que l'histoire de la révolte des forces productives contre les rapports modernes de production, contre les rapports de propriété, qui conditionnent l'existence de la bourgeoisie et de sa domination" (je souligne ; cette phrase est citée par Daniel Gluckstein, p. 51). Marx et Engels expliquent que "les forces productives dont (la bourgeoisie) dispose ne favorisent plus le développement de la civilisation bourgeoise et les rapports bourgeois de propriété ; au contraire, elles sont devenues trop puissantes pour ces formes, qui leur font obstacle ; et dès lors que les forces productives triomphent de cet obstacle, elles précipitent dans le désordre la société bourgeoise tout entière et menacent l'existence de la propriété bourgeoise. Le système bourgeois est devenu trop étroit pour contenir les richesses qu'il crée. Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle ces crises ? D'un côté en imposant la destruction massive de forces productives ; de l'autre, en conquérant de nouveaux marchés et en exploitant plus à fond des anciens marchés. Comment, par conséquent ? En préparant des crises plus générales et plus puissantes et en réduisant les moyens de les prévenir."

¹ Mon propos étant ici de montrer que D. Gluckstein lit mal *L'Idéologie allemande*, je m'en tiens au texte de cet ouvrage. Mais je montrerai dans une autre contribution — déjà annoncée plus haut — que la problématique et les analyses de ce livre écrit par Marx et Engels *avant* qu'ils aient développé leur analyse du mode de production capitaliste, n'ont guère de valeur scientifique propre et ne sauraient en tout cas être mises sur le même plan que *Le Capital*. De fait, ce dernier ouvrage ne reprend ni les termes, ni la problématique, ni les analyses "économiques" de cette œuvre de jeunesse (dont l'intérêt est immense pour maintes raisons, mais qui reste un ouvrage préscientifique). C'est pourquoi il me semble peu rigoureux de puiser indifféremment dans tous les ouvrages de Marx, comme s'ils avaient tous été écrits à la même période, comme s'ils étaient tous

2) Le deuxième problème posé par la périodisation que propose Daniel Gluckstein résulte de la difficulté précédente : c'est celui du "passage" du "capitalisme ascendant" à "l'impérialisme". L'auteur oppose ces deux phases de la manière suivante : d'une part, "le stade du capitalisme ascendant, qui se développe, en gros, jusqu'au début du XXe siècle. Durant ce stade, le capitalisme est fondé sur le développement des forces productives" ; d'autre part, le stade de l'impérialisme, dont "le déclenchement de la Première Guerre mondiale marque l'avènement" (p. 13 ; cf. aussi : "l'avènement de l'impérialisme au début du XXe siècle", p. 103, etc.). Je pense que cette manière de présenter les choses est erronée, que, en particulier, on ne saurait parler d' "avènement de l'impérialisme" et que, de manière générale, une réelle confusion conceptuelle et historique se manifeste dans les indications de Daniel Gluckstein concernant la *nature* même de l'impérialisme. Quelques rappels historiques et la relecture de l'ouvrage de Lénine, *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, le montreront facilement.

Jusqu'au début des années 1870, les forces productives se développent à un rythme rapide dans le cadre de la libre concurrence (toutefois limitée par le protectionnisme en ce qui concerne les relations commerciales internationales), tout en se heurtant périodiquement aux limites inhérentes au mode de production capitaliste, ce qui se traduit par de nouvelles crises cycliques et de nouvelles destructions périodiques de "forces productives", en conséquence de son développement unilatéral (gaspilleur du travail, de la terre et de la vie humaine). Certes, le développement du marché suit le développement de la production — mais de manière chaotique et contradictoire, puisqu'il le suit avec un retard insurmontable, ce qui explique les crises cycliques.

En revanche, comme l'expliquent les économistes cités par Lénine au début de *L'Impérialisme*, les années 1870-1880 (à partir du krach de 1873) sont celles de la "grande dépression" internationale, c'est-à-dire d'un marasme général de l'économie, qui se traduit notamment par un chômage massif chronique et qui entraîne à la fois la restructuration des entreprises, avec le développement des monopoles, et la construction d'un mouvement ouvrier puissant. La concurrence entre les monopoles, qui se substitue progressivement au "doux commerce" et à libre concurrence, accroît la concurrence entre les nations impérialistes, qui se lancent à cette époque dans une politique coloniale tous azimuts. Selon Lénine, "ce n'est pas par hasard qu'en France le développement particulièrement rapide du capital financier, coïncidant avec l'affaiblissement du capital industriel, a considérablement accentué, dès les années 1880-1890, la politique annexionniste (coloniale)" (p. 109¹). Quant à l'Angleterre, elle acquiert les "deux traits distinctifs essentiels de l'impérialisme, la possession de vastes colonies et le monopole du marché mondial (...) dès la seconde moitié du XIXe siècle" (p. 129) — ce qui est d'ailleurs l'une des causes du fait qu'elle soit relativement moins touchée par la "grande dépression" que les autres pays, donc que ses entreprises se restructurent moins, donc que l'Allemagne et les États-Unis, plus dynamiques, la rattrapent en cette même période... La politique coloniale permet de conquérir de nouveaux territoires, donc de relancer la production et l'accumulation grâce à l'investissement de capitaux outre-mer et l'exploitation des peuples dominés, qui entraînent une nouvelle extension du commerce et la création de nouveaux marchés. La relance de l'économie est très forte à partir de la fin du siècle, multipliant les tensions entre les différents impérialismes.

Le *passage* au stade impérialiste se situe donc dès le début de la deuxième moitié du XIXe siècle pour l'Angleterre, dans les années 1880-1890 (au cours d'une phase assez longue de restructuration progressive) pour les autres pays. Tout en indiquant qu' "il serait absurde de discuter (...) sur la question de savoir en quelle année ou en quelle décennie se situe

également "marxistes".

¹ Les références renvoient à l'édition de Pékin (sans date) de *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*.

l'instauration "définitive" de l'impérialisme" (p. 107), Lénine n'en affirme pas moins, d'une part, à propos de l'année 1876 : "c'est vers cette époque que l'on peut, somme toute, considérer comme achevé le développement du capitalisme prémonopoliste en Europe occidentale" (p. 94) ; et, d'autre part : "pour l'Europe, on peut établir avec assez de précision le moment où le nouveau capitalisme s'est *définitivement* substitué à l'ancien : c'est le début du XXe siècle" (p. 18, souligné par Lénine), et il le répète plus d'une fois : "Essor de la fin du XIXe siècle et crise de 1900-1903 : les cartels deviennent une des bases de la vie économique tout entière. Le capitalisme s'est transformé en impérialisme" (p. 20) ; le stade impérialiste proprement dit, en tant que "système prédominant" (p. 130), en tant qu' "époque du capital financier (...), époque historique concrète, se situe au début du XXe siècle" (p. 113) ; "ainsi le XXe siècle marque le tournant où l'ancien capitalisme fait place au nouveau, où la domination du capital financier se substitue à la domination du capital en général" (p. 52) ; "le début du XXe siècle marque donc un tournant en ce qui concerne non seulement l'extension des monopoles (cartels, syndicats, trusts) (...) mais aussi en ce qui concerne le développement du capital financier" (p. 70).

Ainsi la Première Guerre mondiale ne "marque"-t-elle pas "l'avènement" du stade impérialiste ; elle prouve simplement que l'exacerbation des contradictions inhérentes au mode de production capitaliste en général, ne peut plus déboucher, au stade impérialiste de celui-ci, que sur la guerre. Mais la tendance à la guerre comme moyen de "résoudre" la concurrence inter impérialiste est inhérente au stade impérialiste du capitalisme, et elle commence avec lui, puisque "le passage du capitalisme à son stade monopoliste, au capital financier, est lié à l'aggravation de la lutte pour le partage du monde" (Lénine, p. 92). C'est pourquoi la violence devient un élément essentiel pour le développement du capitalisme, dès la fin du XIXe siècle (fin de la colonisation de l'Afrique et de l'Asie du Sud-Est dans les années 1880, guerre hispano-américaine, crise de Fachoda, guerre des Boers, crise du Maroc, guerre russo-japonaise, etc.). Ce qui rend inexacte l'affirmation de Daniel Gluckstein selon laquelle "historiquement, le capitalisme ascendant avait connu une époque relativement "pacifique" (...)" (Cette période) s'est achevée approximativement en 1914" (p. 135).

En un mot, la distinction rigoureuse des stades du capitalisme impose de considérer qu'au stade de la libre concurrence, dont l'apogée se situe dans les années 1860, se substitue le stade impérialiste à partir de la fin des années 1870 (dès les années 1850 pour l'Angleterre). Autrement dit, le stade impérialiste doit être compris non pas de manière fixiste, comme un événement survenant au moment de la Première Guerre mondiale (ou à telle ou telle date un peu antérieure), mais comme un processus de longue durée, qui commence près d'un demi-siècle avant de déboucher sur l'explosion généralisée de ses contradictions spécifiques en 1914.

3) Cette question du "passage" est l'indice d'un problème beaucoup plus fondamental : celui de la nature même du stade impérialiste. Pour Daniel Gluckstein, le passage au stade impérialiste est "le passage du capitalisme ascendant à l'impérialisme pourrissant" ou encore "le passage du capitalisme ascendant à l'impérialisme putréfié " (p. 265 et *passim*). Ces affirmations me semblent erronées et ne correspondent pas à ce que dit Lénine. Au demeurant, elles ne sont pas toujours compatibles entre elles, comme nous allons le voir.

Daniel Gluckstein affirme ainsi que "Lénine définit le stade [impérialiste] comme celui où le capitalisme, entré en 'putréfaction', n'est plus à même de développer les forces productives, dont il annonce l'inévitable 'stagnation' ". Comme nous le verrons, cette phrase ne rend pas du tout compte de la manière dont Lénine définit l'impérialisme ; mais elle nous intéresse en ce que, à elle seule, elle résume la tendance à l'incohérence des différentes affirmations de Daniel Gluckstein au sujet de l'impérialisme. En effet, il est contradictoire de dire dans la même phrase, d'une part, que l'impérialisme "n'est plus à même de développer les forces productives", ce qui signifie qu'elles ne se développent déjà plus, donc qu'elles ont déjà

cessé de croître, et, d'autre part, qu'il "annonce" leur "stagnation", ce qui signifie que celle-ci n'est pas encore un fait, mais le sera plus tard.

Cette contradiction dans les mots reflète pour le moins une imprécision générale des affirmations de Daniel Gluckstein portant sur l'impérialisme. De manière générale, il croit que le stade impérialiste du capitalisme, tel que le décrit Lénine, est celui où les forces productives ne se développent plus. Par exemple, p. 71, encadré n° 2, il écrit : "L'impérialisme, 'stade suprême du capitalisme' (pour reprendre la formule de Lénine), est caractérisé par le fait que le marché mondial étant constitué, il étouffe par ses limites le développement des forces productives (...). Aujourd'hui, l'impérialisme sénile se caractérise par le fait que cet étouffement et cette putréfaction se développant *depuis plus d'un siècle*, aboutissent à disloquer le marché lui-même (...)" (je souligne). Page 104, il écrit que Lénine "situe [la signification de la guerre impérialiste de 14-18] dans le passage du capitalisme à l'époque de son développement au capitalisme au stade impérialiste", ce qui signifie que ce dernier n'est pas un stade de développement du capitalisme. Page 105, il affirme que "Lénine met en évidence l'ensemble du processus de pourrissement du capitalisme arrivé au stade impérialiste". Plus radicalement encore, Daniel Gluckstein affirme au chapitre V que Lénine aurait constaté qu' "un lien étroit unissait *putréfaction et stagnation des forces productives*, parasitisme économique du capitalisme parvenu à son stade impérialiste et décomposition et corruption des sommets du mouvement ouvrier" (p. 110, je souligne). Ou encore, il écrit, au sujet de la bourgeoisie que "pour les marxistes (...) son incapacité, à l'époque de l'impérialisme, à empêcher le déclin des forces productives suffit à faire de cette phase celle de la 'réaction sur toute la ligne' " (p. 84).

Mais, à d'autres endroits, Daniel Gluckstein dit tout autre chose. Ainsi doit-il préciser ses affirmations en indiquant qu'en 1938, "la 'tendance à la stagnation des forces productives' décrite par Lénine est devenue un fait". Cela signifierait donc que cette "tendance" n'était pas "un fait" au moment où Lénine écrivait *L'Impérialisme*. (Soit dit en passant, les guillemets, ici, contrairement à ce que l'on pourrait croire, ne signifient pas que l'expression "tendance à la stagnation des forces productives" se trouve dans le texte de Lénine — on va voir que celui-ci ne dit jamais cela ; ils semblent signaler une sorte d'autocitation...) A un autre endroit, Daniel Gluckstein qualifie l'un des principaux traits par lesquels Lénine définit l'impérialisme de caractéristique propre au "capitalisme ascendant". En effet, après avoir cité la phrase suivante de Lénine : "Les exportations de capitaux influent, en l'accéléralant puissamment, sur le développement du capitalisme dans les pays vers lesquels elles sont dirigées. Si donc ces exportations sont susceptibles, jusqu'à un certain point, d'amener un ralentissement dans l'évolution des pays exportateurs, ce ne peut être qu'en développant en profondeur et en étendue le capitalisme dans le monde entier", Daniel Gluckstein écrit : "cela correspond à l'exportation des capitaux à l'époque du capitalisme ascendant, dominé par la production marchande". Autrement dit, selon ce commentaire, il faudrait conclure que l'impérialisme tel que le décrit Lénine, c'est-à-dire caractérisé notamment par l'exportation des capitaux, est une phase de ce que Daniel Gluckstein appelle le "capitalisme ascendant"... Ce qui fait voler en éclat la distinction schématique entre le capitalisme ascendant et l'impérialisme défini comme stade décadent du capitalisme¹...

En dernière analyse, les ambiguïtés et la confusion relative des passages de Daniel Gluckstein consacrés à l'impérialisme me semblent avoir une cause simple : pour le dire en un mot, il me semble que Daniel Gluckstein tend à tordre la lettre du texte de Lénine dans le sens de l'analyse qu'il propose lui-même du stade "sénile" de l'impérialisme : il projette rétrospectivement sur le passé les traits propres au présent. Coincé entre le capitalisme ascendant et l'impérialisme sénile, l'impérialisme décrit par Lénine serait celui où le capitalisme

¹ En réalité, comme nous allons le voir, Lénine explique que l'exportation des marchandises est le trait dominant du capitalisme fondé sur le libre-échange, alors que l'exportation des capitaux est l'un des aspects fondamentaux de l'impérialisme, sachant que ces deux phases sont celles du développement, de plus en plus ample et rapide, du capitalisme.

ne se développe plus sans pour autant régresser, où les forces productives ne croissent plus sans pour autant décroître.

Comme nous allons le voir avec de longues et nombreuses citations, c'est là une interprétation des analyses de Lénine qui ne respecte pas le texte de celui-ci.

En effet, que dit le texte de Lénine ? Il explique que l'impérialisme est le “stade suprême du capitalisme”, c'est-à-dire le “stade suprême de son développement” (p. 15), loin d'être son stade globalement décadent. Cela signifie que *l'impérialisme développe de manière considérable les forces productives*, même s'il exacerbe par là même à un point sans précédent les contradictions du système capitaliste, donc la tendance à l'étouffement des forces productives dans le cadre des rapports de production capitalistes, ainsi que les tensions et affrontements entre les puissances impérialistes débouchant nécessairement sur la guerre mondiale. Lénine écrit très clairement : “L'impérialisme (...) représente indéniablement une phase particulière du *développement* du capitalisme” (p. 107, je souligne). Après avoir cité les travaux d'un économiste s'efforçant de “résumer l'essentiel des données purement économiques qui permettent de se faire une idée précise des rapports internes de l'économie mondiale au tournant du siècle”, Lénine, entre autres commentaires, note que, “dans les colonies, le capitalisme *commence seulement à se développer*” (p. 115, je souligne) ; il parle des “différents *rythmes de développement* du capitalisme et du capital financier dans l'ensemble de l'économie mondiale ” (*idem*) ; au sujet de l'augmentation du “tribut prélevé par le capital financier sur les entreprises coloniales et transocéaniques, particulièrement avantageuses”, il note que “lors du partage de ce ‘butin’, une part exceptionnellement élevée tombe aux mains de pays qui ne tiennent pas toujours la première place pour le *rythme du développement des forces productives*”, ce qui signifie, là encore, qu'il y a bien développement, quoique inégalement rapide — et inégalement récompensé, si l'on peut dire².

Mais le fait que le capitalisme parvenu au stade impérialiste continue de développer les forces productives ne signifie évidemment pas que l'impérialisme n'ait pas une spécificité ; tout au contraire, il a des traits propres qui en font bien un “stade” du capitalisme — et le stade “suprême”. Cette spécificité du stade impérialiste, c'est qu'il exacerbe les contradictions propres au capitalisme en général, à un point tel que ces contradictions ne peuvent déboucher que sur “les guerres et les révolutions”. D'un côté, en effet, “(...) le monopole (...) marque la transition du régime capitaliste à un ordre économique et social supérieur” (p. 149) ; mais, de l'autre côté, dans la mesure où “l'impérialisme a surgi comme le *développement* et la continuation directe des propriétés essentielles du capitalisme en général” (p. 104, je souligne), il s'ensuit que “la domination du capital financier”, loin de les atténuer, “renforce (...) les inégalités et les contradictions de l'économie mondiale” (p. 104), “les contradictions les plus profondes, les plus fondamentales de l'impérialisme : contradiction entre les monopoles et la libre concurrence qui s'exerce à côté d'eux, celle entre les formidables “opérations” (et les formidables profits) du capital financier et le commerce “honnête” sur le marché libre, celle entre les cartels et les trusts, d'une part, et l'industrie non cartellisée, d'autre part, etc.” (p. 142). Pour Lénine, “tout le monde sait combien le capitalisme monopoliste a aggravé toutes les

² A la page 157 (note 1) de l'édition de Pékin, l'éditeur de *L'Impérialisme* rappelle que “les éléments mencheviques” qui dirigeaient la maison d'édition à laquelle Lénine envoya le manuscrit en juin 1916, firent subir à celui-ci quelques altérations. En particulier, ils “substituèrent au terme de Lénine 'développement' (du capitalisme en impérialisme capitaliste) le mot 'transformation'”. Pour Lénine, l'impérialisme est bien une phase de “développement” du capitalisme, donc des forces productives. De manière significative, D. Gluckstein refuse d'employer ce terme et parle lui aussi de “transformation” (p. 52) — même si, bien évidemment, il n'entend pas par là la même chose que “les éléments mencheviques”, puisqu'il veut dire exactement le contraire : pour ceux-ci, parler de “transformation” était une manière de mettre en cause les analyses de Marx, au nom du dépassement de la période antérieure ; pour D. Gluckstein, au contraire, l'emploi du terme de “transformation” vise à souligner la différence trop schématique qu'il veut introduire entre capitalisme ascendant et capitalisme décadent.

contradictions du capitalisme. (...) Cette aggravation des contradictions est la plus puissante force motrice de la *période historique de transition* qui fut inaugurée par la victoire définitive du capital financier mondial” (p. 151, je souligne). Or, “où peut résider, *en régime capitaliste*, la solution des contradictions, si ce n’est dans la *force* ?” (p. 116, souligné par Lénine).

En réalité, la guerre de 1914-1918 fut la seule manière pour le système capitaliste de résoudre la monstrueuse contradiction qui était la sienne : celle existant entre un gigantesque et rapide développement des forces productives grâce au monopole et à la surexploitation des peuples des colonies et semi-colonies, d’une part, et la forme même du monopole, c’est-à-dire le caractère privé de l’appropriation de cette richesse créée, d’autre part. Au stade impérialiste tel que le décrit Lénine, le capitalisme ne pouvait pas ne pas développer les forces productives ; mais, avec l’impérialisme des monopoles, les contradictions propres au système capitaliste en général avaient pris des proportions gigantesques ; la contradiction entre la tendance au développement et la tendance à l’étouffement des forces productives devait nécessairement exploser dans une catastrophique destruction de celles-ci, c’est-à-dire soit dans une immense crise de surproduction immédiate, gigantesque et de toute façon catastrophique, soit dans une guerre monstrueuse — et les bourgeoisies impérialistes choisirent celle-ci pour éviter celle-là.

Au demeurant, Daniel Gluckstein lui-même cite une phrase parfaitement claire de Lénine : “Faut-il se demander s’il y avait, *sur le terrain du capitalisme*, un moyen autre que la guerre de remédier à la disproportion entre, d’une part, *le développement des forces productives et l’accumulation des capitaux* (je souligne le dernier membre de phrase) et, d’autre part, le partage de l’économie et des ‘zones d’influence’ pour le capital financier” (*L’Impérialisme*, p. 118). Daniel Gluckstein, avant de continuer la citation que je viens de reproduire, ajoute : “Pour Lénine, il est évident que le stade impérialiste, sauf à transiter vers une organisation économique supérieure (c’est-à-dire l’appropriation collective des moyens de production), met à l’ordre du jour — si l’on reste dans le cadre de la propriété privée — le parasitisme et la putréfaction” (p. 109). Cette remarque me semble juste en elle-même, si l’on comprend par là que de telles tendances sont *entrevues* par Lénine, mais ne sont en aucun cas les *traits dominants* de l’impérialisme tel qu’il le décrit. En effet, Lénine met en évidence la “contradiction permanente et sans issue” qui existe entre le monopole capitaliste, “base économique de l’impérialisme”, d’une part, et les “conditions générales du capitalisme, de la production marchande, de la concurrence”, d’autre part. Puis il continue avec des formules prudentes, qui évoquent les germes d’un processus qui commence, mais qui ne se réaliserait complètement qu’en cas d’échec de la révolution : “*néanmoins*, comme tout monopole, il engendre inéluctablement une *tendance* à la stagnation et à la putréfaction. Dans la mesure où l’on établit, même momentanément, des prix de monopole, cela fait disparaître *jusqu’à un certain point* les stimulants du progrès technique, et par suite, de tout autre progrès ; et il devient alors *possible* de freiner artificiellement le progrès technique ” (je souligne). Puis Lénine précise : “Certes, un monopole, en régime capitaliste ne peut jamais supprimer la concurrence sur le marché mondial (...). Il est évident que la possibilité de réduire les frais de production et d’augmenter les bénéfices en introduisant des améliorations techniques pousse aux transformations. Mais la *tendance* [souligné par Lénine] à la stagnation et à la putréfaction, propre au monopole, continue à agir de son côté et, dans *certaines* branches d’industrie, *il lui arrive* de prendre *pour un temps* le dessus” (*ibidem*, pp. 297-298, je souligne).

On le voit : Lénine met en évidence les contradictions accrues du mode de production capitaliste parvenu à son stade impérialiste, mais il ne parle pas d’une stagnation *effective* des forces productives, ni même du progrès technique ; il indique seulement des *tendances* qui commencent à se manifester. Daniel Gluckstein n’a donc pas le droit de tirer de cette citation la conclusion selon laquelle Lénine aurait constaté la “putréfaction” effective, et encore moins la “stagnation” des forces productives elles-mêmes (p. 110, etc.). De même, Lénine explique certes que “la nécessité de l’exportation des capitaux est due à la ‘maturité excessive’ du

capitalisme dans certains pays¹ où (l'agriculture étant arriérée et les masses misérables) les placements 'avantageux' font défaut au capital (...) L'exportation des capitaux n'atteint un développement prodigieux qu'au début du XXe siècle” (p. 73). Mais il ajoute immédiatement : “Les exportations de capitaux influent, en l'accéléralant puissamment, sur le développement du capitalisme dans les pays vers lesquels elles sont dirigées. Si donc ces exportations sont susceptibles, jusqu'à un certain point, d'amener un ralentissement dans l'évolution des pays exportateurs, ce ne peut être qu'en développant en profondeur et en étendue le capitalisme dans le monde entier” (p. 75). On le voit : le stade impérialiste n'est pas pour Lénine un stade de décadence, mais un apogée du capitalisme, le stade de ce que l'on pourrait appeler le *capitalisme triomphant*.

Dès lors, qu'est-ce qu'est le “ parasitisme impérialiste ” dont parle Lénine ? Certes, c'est un trait fondamental, sur lequel il insiste : il qualifie le capitalisme parvenu au stade impérialiste de “parasitaire, pourrissant” (p. 122). Contre Kautsky, Lénine explique que ce qui est caractéristique de l'impérialisme, “ ce n'est point le capital industriel, justement, *mais* le capital financier. Ce n'est pas par hasard qu'en France le développement particulièrement rapide du capital *financier*, coïncidant avec l'affaiblissement du capital industriel, a considérablement accentué, dès les années 1880-1890, la politique annexionniste (coloniale) ” (p. 109, souligné par Lénine). De même, il constate la “suprématie du (capital) financier sur le commerçant” (p. 110), d'où il résulte que “le revenu des rentiers est cinq fois plus élevé que celui qui provient du commerce extérieur, et cela dans le pays le plus 'commerçant' du monde [l'Angleterre] ! Telle est l'essence de l'impérialisme et du parasitisme impérialiste” (p. 121). En effet, “ l'impérialisme est une immense accumulation de capital-argent dans un petit nombre de pays (...). D'où le développement extraordinaire de la classe ou, plus exactement, de la couche des rentiers”, oisive et de plus en plus isolée de la production. En particulier, “l'exportation des capitaux, une des bases économiques essentielles de l'impérialisme (...) donne un cachet de parasitisme à l'ensemble du pays vivant de l'exploitation du travail de quelques pays et colonies d'outre-mer” (p. 120). Lénine parle également des “ bénéfiques croissants que (les capitalistes “ financiers ”) retirent des adjudications, des fournitures de guerre, etc. ” Enfin, Lénine évoque le rôle économique parasitaire de l'État : “l'univers est divisé en une poignée d'États-usuriers et une immense majorité d'États-débiteurs”, écrit-il (p. 121) ; or “ l'État rentier est un État du capitalisme parasitaire, pourrissant”. — Mais tous ces traits du “capitalisme parasitaire, pourrissant” — qui se sont développés de manière vertigineuse depuis cette époque — signifient-ils pour autant que, au moment où Lénine écrit, les "forces productives" tendent à cesser de croître ? On a vu que non : ces traits accompagnent et dopent le développement du capitalisme, loin de l'empêcher. Comme l'explique un économiste cité par Lénine (p. 122) : en Angleterre, “*malgré l'accroissement absolu de la production et de l'exportation industrielles*, on voit augmenter l'importance relative qu'ont pour l'ensemble de l'économie nationale les revenus provenant des intérêts et des dividendes, des émissions, commissions et spéculations. A mon avis, c'est précisément ce fait qui constitue la base économique de l'essor impérialiste” (je souligne). Ce qu'exprime le développement du parasitisme économique (bien qu'il soit déjà, à cette époque, une tendance effective, loin d'être une simple potentialité), c'est l'exacerbation des contradictions internes au système capitaliste, notamment entre le développement des forces productives et les conditions dans lesquelles ce développement s'opère, qui sont des conditions de dopage permanent de l'économie productive. Mais nous savons que les coureurs cyclistes dopés, même s'ils bousillent leur organisme à terme, sont les plus rapides tant qu'ils courent...

Enfin, Daniel Gluckstein cite plusieurs fois l'expression de Lénine qualifiant l'impérialisme de “réaction sur toute la ligne” ; mais il le fait en général pour appuyer la thèse

¹ Cela vaut en particulier pour l'Angleterre, où Lénine constate un net recul du travail manuel productif, la baisse du nombre d'ouvriers par rapport à la population totale, la diminution de la surface agricole utilisée et l'augmentation des emplois improductifs, en particulier des domestiques.

selon laquelle l'impérialisme tend à détruire les forces productives ; or, tel n'est pas le sens de l'expression chez Lénine. Il suffit, pour s'en convaincre, de citer en entier les phrases d'où est tirée cette formule : "Les particularités *politiques* de l'impérialisme, écrit Lénine, étant la réaction sur toute la ligne et le renforcement de l'oppression nationale, conséquence du joug de l'oligarchie financière et de l'élimination de la libre concurrence, l'impérialisme voit se dresser contre lui, dès le début du XXe siècle, une opposition démocratique petite-bourgeoise à peu près dans tous les pays impérialistes" (je souligne). Il est clair que la "réaction" dont il est ici question, si elle découle bien évidemment, en dernière instance, des déterminations économiques de l'impérialisme, n'en désigne pas moins un mouvement politique, celui que dirigent les hommes du capital financier, et ne renvoie nullement à la destruction des forces productives ; tout au contraire, c'est par une domination accrue de l'État et par l'oppression nationale, notamment, que le capitalisme se développe sur l'ensemble du globe. À Kautsky qui pleurniche sur "les méthodes violentes de l'impérialisme" et prétend que le retour — parfaitement illusoire — à la libre concurrence et à la "démocratie pacifique" permettrait de "développer plus rapidement le capitalisme et le commerce", Lénine répond que "si même les monopoles se sont mis de nos jours à freiner le développement, ce n'est cependant pas un argument en faveur de la libre concurrence, qui n'est plus possible depuis qu'elle a engendré les monopoles" (pp. 137-138) : c'est-à-dire que la violence politique et militaire est un moyen essentiel pour ce développement du capitalisme comme mode de production. Lénine résume sa pensée en écrivant : "*politiquement*, l'impérialisme tend, d'une façon générale, à la violence et à la réaction" (p. 109 ; je souligne).

La deuxième occurrence de l'expression "réaction sur toute la ligne" (p. 147) lui donne également un sens essentiellement politique. Elle se trouve également dans une polémique contre Kautsky, qui "critique" l'impérialisme et propose d'atténuer "les contradictions les plus profondes de l'impérialisme". Lénine écrit : "L'impérialisme est l'époque du capital financier et des monopoles, qui provoquent partout des tendances à la domination et non à la liberté. Réaction sur toute la ligne, quel que soit le régime politique, aggravation extrême des antagonismes dans ce domaine également : tel est le résultat de ces tendances. De même se renforcent particulièrement l'oppression nationale et la tendance aux annexions, c'est-à-dire à la violation de l'indépendance nationale" — d'où la résistance des peuples nouvellement opprimés et leur revendication du droit à disposer d'eux-mêmes, d'où l'"exaspération des peuples" plus anciennement colonisés, etc.¹

Dans le chapitre final de *L'Impérialisme*, Lénine résume son analyse de manière lumineuse : "Monopoles, oligarchie, tendances à la domination au lieu des tendances à la liberté, exploitation d'un nombre toujours croissant de nations petites ou faibles par une poignée de nations extrêmement riches ou puissantes : tout cela a donné naissance aux traits distinctifs de l'impérialisme qui le font caractériser comme un capitalisme parasitaire ou pourrissant. C'est avec un relief sans cesse accru que se manifeste l'une des tendances de l'impérialisme : la création d'un 'État-rentier', d'un État-usurier, dont la bourgeoisie vit de plus en plus de l'exportation de ses capitaux et de la 'tonte des coupons' ". A cela, Lénine ajoute immédiatement : "*Mais ce serait une erreur de croire que cette tendance à la putréfaction exclut la croissance rapide du capitalisme* ; non, telles branches d'industrie, telles couches de la bourgeoisie, tels pays manifestent à l'époque de l'impérialisme, avec une force plus ou moins grande, tantôt l'une, tantôt l'autre de ces tendances. *Dans l'ensemble, le capitalisme se développe infiniment plus vite qu'auparavant, mais ce développement devient généralement plus inégal, l'inégalité de développement se manifestant en particulier par la putréfaction des pays les plus riches en capital* ".

¹ Bien évidemment, cette "réaction sur toute la ligne" a pris aujourd'hui un visage non seulement économique, mais surtout essentiellement social, puisque la politique impérialiste actuelle consiste à mettre en cause et à liquider l'ensemble des acquis de la classe ouvrière, voire les conquêtes nationales-démocratiques arrachées par la bourgeoisie elle-même à l'époque où elle était révolutionnaire.

On ne saurait dire plus clairement qu'il n'y a pas nécessairement incompatibilité entre développement des forces productives, d'une part, aggravation du parasitisme et tendance à la putréfaction, d'autre part. Tout au contraire, Lénine explique que “c'est justement *grâce* à cela [au "développement économique" des États-Unis, "encore plus rapide qu'en Allemagne"], que les traits parasitaires du capitalisme américain moderne sont apparus de façon particulièrement saillante” (p. 152). Lénine conclut en ces termes : “De tout ce qui a été dit plus haut sur la nature économique de l'impérialisme, il ressort qu'on doit le caractériser comme un capitalisme de transition ou, plus exactement, un capitalisme agonisant. (...) Nous sommes en présence d'une socialisation de la production et (...) les rapports relevant de l'économie privée et de la propriété privée forment une enveloppe qui est sans commune mesure avec son contenu, qui doit nécessairement entrer en putréfaction si l'on cherche à en retarder artificiellement l'élimination, qui peut continuer à pourrir pendant un laps de temps relativement long (dans le pire des cas, si l'abcès opportuniste tarde à percer), mais qui n'en sera pas moins inéluctablement éliminé”. Dans ces lignes remarquables, Lénine indique que la période de la putréfaction effective, généralisée, n'existera que si le socialisme ne remplace pas dans les plus brefs délais le capitalisme. La responsabilité en incomberait alors à la trahison de la révolution par les dirigeants du mouvement ouvrier. On le sait : c'est ce qui se passa finalement, à cause de la trahison de la révolution par les sociaux-démocrates, en particulier le SPD, puis par les staliniens.

En somme, les indications erronées et le flou conceptuel qui entourent les affirmations de Daniel Gluckstein concernant l'impérialisme tel que le décrit Lénine, découlent du fait qu'il veut absolument faire dire à celui-ci la même chose que lui, c'est-à-dire que l'impérialisme serait par définition une époque où la tendance à la destruction et au déclin des forces productives serait dominante. Ainsi Daniel Gluckstein écrit-il : “L'impérialisme devenu sénile (n'est pas) une phase historique distincte de l'impérialisme lui-même, mais, au contraire, (...) l'expression de son plein développement” (p. 24).

Bien évidemment, les critiques que j'ai opposées à l'interprétation que Daniel Gluckstein propose de *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* ont maintes conséquences sur la manière de considérer l'époque historique actuelle et rejoignent donc celles que j'ai faites auparavant. Daniel Gluckstein écrit que “là où Lénine voyait se dessiner une ‘tendance’ de l'impérialisme, nous sommes, aujourd'hui, confrontés à une situation où cette tendance, loin de déboucher sur une transition vers un mode économique supérieur, s'est déployée et développée dans le sens de la putréfaction et de la décomposition” (p. 110). De fait, ces tendances étaient déjà à l'œuvre à l'époque de l'impérialisme décrit par Lénine, même si leur réalité n'était alors qu'un trait *secondaire* de celui-ci. Mais sont-elles devenues aujourd'hui les traits *dominants* de l'impérialisme ? Il est indéniable que les traits de pourrissement et de parasitisme qui caractérisent la phase actuelle de l'impérialisme sont incomparablement plus importants qu'au temps de Lénine, et ils tendent à dominer l'économie réelle, c'est-à-dire à lui imposer leurs exigences propres. Mais empêchent-ils pour autant que l'économie réelle, les forces productives au sens étroit du terme, c'est-à-dire les forces productives effectivement mises en œuvre à l'échelle mondiale sous le joug du capital, continuent de croître — même si c'est au prix d'une cadence infernale où, de plus en plus, leur croissance, toujours plus “unilatérale”, a pour condition contradictoire, et aussi pour effet, leur régulière destruction massive ? Comme on l'a vu, la démonstration de Daniel Gluckstein sur ce point n'est guère convaincante — et la manière dont il rend compte de l'analyse de Lénine vient corroborer l'impression d'un réel flou conceptuel sur la question des forces productives.

V. Sur le réformisme

Les analyses historiques concrètes de Marx et des marxistes permettent d'illustrer le caractère non automatique, non mécanique, des processus historiques déterminés comme luttes des classes. Par exemple, on peut affirmer que le "passage" du capitalisme à son stade impérialiste eut pour cause non pas seulement le développement en soi des forces productives, mais tout autant la nécessité politique d'intégrer le mouvement ouvrier en pleine expansion. Tel est le sens concret du processus dialectique qui constitua la "*liaison entre l'impérialisme et le réformisme*" dont parle Lénine dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, écrit en 1916, soit deux ans après la capitulation-trahison des dirigeants sociaux-démocrates du mouvement ouvrier.

Daniel Gluckstein, quant à lui, affirme que le réformisme "s'est historiquement constitué à l'époque du capitalisme ascendant, lorsque la lutte de classe a imposé à la classe capitaliste d'inscrire dans les institutions bourgeoises des réformes (garanties et conquêtes) arrachées par les luttes ouvrières. Le réformisme, *produit organique du capitalisme ascendant*, a donc *correspondu* à une phase du développement historique où les forces productives mises en mouvement par le mode de production capitaliste avaient à leur disposition la conquête du marché mondial" (p. 358 ; je souligne). Or on sait que Daniel Gluckstein ne cesse d'opposer le stade du "capitalisme ascendant" au stade de l'impérialisme, conçu par lui comme "capitalisme décadent". Cette erreur devait nécessairement avoir des conséquences sur son explication du réformisme. En effet, elle le conduit à penser que le "réformisme" en tant que courant politique constitué au sein du mouvement ouvrier organisé ne serait pas un produit spécifique de l'impérialisme, mais un "produit organique du capitalisme ascendant". Daniel Gluckstein va même jusqu'à croire que l'impérialisme, loin de produire le réformisme, n'aurait de cesse de le combattre. Il écrit ainsi que, "avec l'impérialisme, le marché mondial est borné. La lutte pour les marchés se traduit à la fois dans la généralisation des guerres de rapine et la tendance à la liquidation de toutes les conquêtes arrachées par la lutte de classe. Le réformisme, qui s'était formé dans le processus de constitution des réformes, et qui, sur cette base, s'était opposé à la révolution, est à son tour menacé en tant que réformisme par l'offensive qui remet en cause les réformes elles-mêmes" (p. 14). Certes, il n'oublie pas de rappeler la théorie de Lénine, puisqu'il écrit avec raison que "le réformisme a été l'expression des intérêts de la base sociale constituée par l'aristocratie ouvrière..." ; mais il ajoute immédiatement : "...dans le cadre du capitalisme ascendant" ; et il oppose à ce stade celui, postérieur où ce même réformisme se serait "assujéti à l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, stade où, pour assurer la progression des forces productives, il était historiquement justifié de briser l'obstacle du système de la propriété privée des moyens de production". Ainsi le schématisme de Daniel Gluckstein le conduit-il, à la limite, à considérer que le réformisme est en quelque sorte le courant politique "correspondant" (p. 358) au capitalisme ascendant, tandis que le courant révolutionnaire ne deviendrait "justifié" (p. 359, note) qu'à partir du moment où les forces productives entrent dans l'époque de leur prétendue stagnation.

Une nouvelle fois, il apparaît clairement, ici, qu'il convient de récuser la distinction schématique, simpliste et erronée entre le "capitalisme ascendant" et l'impérialisme. Le stade impérialiste du capitalisme étant, comme nous l'avons vu dans l'ouvrage de Lénine, le "stade suprême" de son *développement*, il faut comprendre le réformisme comme l'un des *produits spécifiques*, et aussi l'une des conditions, de ce stade — stade qui se développe dès la seconde moitié du XIXe siècle en Angleterre (d'où l'antériorité du réformisme britannique dans le mouvement ouvrier organisé par rapport au réformisme continental¹). Le réformisme n'est

¹ C'est la raison pour laquelle, comme le remarque Lénine, Marx et Engels eux-mêmes "ont méthodiquement, pendant des dizaines d'années, observé de près cette liaison de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier avec les particularités impérialistes du capitalisme anglais. Ainsi Engels écrivait-il à Marx, dès le 7 octobre 1858 : 'En réalité, le prolétariat anglais s'embourgeoise de plus en plus, et il semble bien que cette nation, bourgeoise entre toutes, veuille en arriver à avoir, à côté de sa bourgeoisie, une aristocratie bourgeoise et un *prolétariat*'

donc pas un "produit organique" du capitalisme prémonopoliste, mais l'un des moyens socio-politiques mis en œuvre par la bourgeoisie impérialiste pour acheter la paix sociale dans les métropoles grâce aux surprofits extorqués dans les colonies et les pays dominés, ce qui a rendu nécessaire la constitution d'une "aristocratie ouvrière", c'est-à-dire de cette couche d'ouvriers modernes dont Lénine explique clairement qu'elle doit son existence même au stade spécifiquement impérialiste du capitalisme.

Revenant sur cette question, Daniel Gluckstein rappelle certes que "de son analyse, Lénine tirait la conclusion que l'évolution du capitalisme vers le stade impérialiste s'était opéré de manière indissociable de la corruption bureaucratique des sommets du mouvement ouvrier s'appuyant sur l'aristocratie ouvrière dans les métropoles impérialistes" (p. 123). Mais Daniel Gluckstein semble réduire l'effet de l'impérialisme sur le mouvement ouvrier organisé à cette "corruption" comprise en un sens matériel et moral. C'est que, selon lui, comme nous l'avons vu, le réformisme existe comme courant politique au sein du mouvement ouvrier organisé dès le stade du capitalisme préimpérialiste, tel une sorte de produit naturel, spontané, de celui-ci et de la conquête de réformes par la classe ouvrière. Il écrit ainsi : "D'une part, les réformes arrachées au capitalisme par la lutte de classe organisée ont renforcé, dans la phase du capitalisme ascendant, la classe comme classe organisée. D'autre part, sur cette base, le "réformisme" constitué comme tendance politique prétendait à la possibilité d'un passage progressif, "organique", du capitalisme au socialisme" (p. 358). — Or, en réalité, selon Lénine, la "corruption" matérielle et morale des dirigeants du mouvement ouvrier n'est qu'une condition et un aspect d'une "corruption" qui est *essentiellement politique et en laquelle consiste précisément le réformisme* comme courant politique bourgeois au sein du mouvement ouvrier moderne¹. Lorsqu'il écrit la préface aux éditions française et anglaise, le 6 juillet 1920, Lénine parle sans équivoque des "chefs ouvriers et (de) la couche supérieure de l'aristocratie ouvrière. (...) Cette couche d'ouvriers embourgeoisés ou de l' "aristocratie ouvrière", entièrement petits-bourgeois par leur mode de vie, par leurs salaires, par toute leur conception du monde, est le principal soutien social (pas militaire) de la bourgeoisie. Car ce sont de véritables agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, des commis ouvriers de la classe des capitalistes (*labor lieutenants of the capitalist class*), de véritables propagateurs du réformisme et du chauvinisme". On le voit : pour Lénine, ce qui *distingue* le stade impérialiste, dans le "domaine" politique comme dans le "domaine" "économique", c'est l'exacerbation des contradictions, en l'occurrence celles "qui ne pouvaient manquer de rendre l'opportunisme encore plus incompatible avec les intérêts généraux et vitaux du mouvement ouvrier" (p. 130). D'où il découle que "l'opportunisme ne peut plus triompher aujourd'hui complètement au sein du mouvement ouvrier d'un seul pays pour des dizaines et des dizaines d'années, comme il l'a fait en Angleterre dans la seconde moitié du XIXe siècle". — "Mais, ajoute Lénine, dans toute

bourgeois. Évidemment, de la part d'une nation qui exploite l'univers entier, c'est, jusqu'à un certain point, logique' ". Lénine cite également des lettres des années 1880 où Engels explique que, en raison de la situation de l'Angleterre sur le marché mondial, une partie du prolétariat anglais s'embourgeoise et "se laisse diriger par des hommes que la bourgeoisie a achetés ou que, tout au moins, elle entretient" (p. 129, je souligne).

¹ On peut objecter à Lénine que le "socialisme réformiste" existe dès les origines de la pensée socialiste. Et cela est vrai. Mais, d'une part, ce courant (par exemple le proudhonisme) est relativement antérieur à la constitution, à partir des années 1870-1880, du mouvement ouvrier moderne fondé sur le prolétariat d'usines, et non plus sur les ouvriers de métier ; et d'autre part, du fait précisément de son assise sociale, il est clair que ce "socialisme réformiste" est dès l'origine un courant de tendance petite-bourgeoise — d'où le combat impitoyable, théorique et politique, de Marx et d'Engels contre Proudhon, le proudhonisme et les autres courants petits-bourgeois ; mais, en troisième lieu, l'existence de tels courants était inévitable au sein du mouvement ouvrier naissant, et ont donc joué pendant toute une période (schématiquement : jusqu'à la Commune de Paris) un rôle important pour la constitution de celui-ci — d'où le combat de Marx et d'Engels pour réaliser une alliance pratique avec eux ; en tant que tels, leur nature et leur fonction n'a donc rien de comparable avec le "réformisme" dont parle Lénine, qui ne s'est pas constitué comme produit "naturel" des conquêtes ouvrières, mais qui est *essentiellement* un produit bourgeois de l'impérialisme introduit dans le mouvement ouvrier moderne pour le contrôler.

une série de pays, il a atteint sa pleine maturité, il l'a dépassée et s'est décomposé en fusionnant complètement, sous la forme du social-chauvinisme, avec la politique bourgeoise ”.

Cette décomposition était d'ailleurs limitée, à l'époque, par la nécessité pour la bourgeoisie et pour ces appareils eux-mêmes de conserver le contrôle du mouvement ouvrier, car, “momentanément vainqueurs dans la plupart des pays” (p. 125), les opportunistes devaient continuer d'accompagner la politique impérialiste (“social-impérialisme”) en gardant la direction et le contrôle du mouvement ouvrier pour mieux le trahir — ce qui ne manqua pas de se passer après la Première Guerre mondiale en Europe occidentale, en particulier en Allemagne, provoquant le catastrophique isolement de la révolution russe. Dans son chapitre conclusif, Lénine explique que les bourgeoisies des pays les plus riches ont eu les moyens “de corrompre certaines couches d'ouvriers, et même momentanément une minorité ouvrière assez importante, en les gagnant à la cause de la bourgeoisie de la branche d'industrie ou de la nation considérées et en les dressant contre tous les autres. Et l'antagonisme accru des nations impérialistes aux prises pour le partage du monde renforce cette tendance. Ainsi se crée la liaison de l'impérialisme avec l'opportunisme ”.

Daniel Gluckstein écrit : “Sans ce basculement des chefs opportunistes du mouvement ouvrier, écrit (Lénine) en substance, le régime capitaliste aurait eu bien du mal à survivre dès lors qu'il était entré dans la phase de stagnation, voire de putréfaction, des forces productives ” (p. 338). — On l'a vu : Lénine ne dit pas exactement cela. Il explique que le stade impérialiste, au cours duquel le développement des forces productives conduit à l'exacerbation des contradictions du système, a pour corollaire, c'est-à-dire à la fois comme effet et, secondairement, comme cause, la constitution du courant réformiste comme tel, c'est-à-dire de l'opportunisme qui, en refusant le combat pour la révolution, accompagne en réalité l'évolution du capitalisme en se contentant en contrepartie de quelques réformes. Corrélativement au développement du capitalisme en impérialisme, l'opportunisme s'est constitué progressivement comme courant politique dès le dernier tiers du XIXe siècle, et même avant en Angleterre. Ainsi, en Allemagne, Bismarck après avoir essayé de réprimer le mouvement ouvrier qui se développe à une allure foudroyante à partir des années 1870, essaie ensuite d'intégrer les socialistes à l'État prussien — d'où le problème du “lassalisme”, c'est-à-dire du “socialisme national” et du “socialisme d'État”, combattu par les marxistes dans les années 1870, et fondé sur la croyance en une transformation possible de l'État bourgeois en un “État du peuple ”. On le sait : cette “illusion”, ou plutôt cette idéologie petite-bourgeoise perdurera dans la social-démocratie allemande et dans les rangs de la IIe Internationale, notamment sous la forme du parlementarisme — conforté par les succès électoraux — voire sous la forme explicite de la collaboration de classe — “ministérialisme” en France, révisionnisme du marxisme au nom d'un “réformisme pratique” en Allemagne par Bernstein (qui fut certes doctement réfuté par la direction de la IIe Internationale, mais qui n'en contamina pas moins la pratique courante de celle-ci), etc. Finalement, la majorité des dirigeants s'orienteront progressivement vers un centrisme fluctuant, mais orienté à droite — révolutionnaire en parole, réformiste en fait — avant de capituler purement et simplement et de trahir leur classe en 1914.

Or, c'est justement parce que, à partir de la fin des années 1870, les forces productives continuaient de se développer, avec le processus de développement du capitalisme fondé sur la libre concurrence en impérialisme capitaliste, que certains socialistes ont cru à la possibilité d'un passage graduel au socialisme, sont devenus “réformistes” et n'ont cessé de reporter la caractérisation du moment où ce “passage” serait à l'ordre du jour. Et c'est contre cet évolutionnisme mécaniste que se sont élevés, dès les premières années du siècle, Lénine et les bolcheviks, Trotsky (avec sa théorie de la révolution permanente), Rosa Luxembourg — bref, toute la gauche de la IIe Internationale. La trahison de 1914, si elle marque le *basculement irréversible* de la social-démocratie, comme courant politique, du côté de l'ordre (et du désordre) bourgeois, ne saurait se réduire à son apparence de coup de tonnerre dans un ciel serein. La constitution de l'appareil de la social-démocratie comme force politique réformiste, opportuniste, anti-révolutionnaire avant d'être contre-révolutionnaire, est un processus qui

trouve en dernière analyse son origine dans le développement du capitalisme en impérialisme. (Cela ne signifie pas, d'ailleurs, que cette évolution graduelle et le triomphe final de l'opportunisme étaient une fatalité ; l'histoire aurait pu se passer autrement : cela dépendait déjà, en définitive, de la lutte pour la direction du prolétariat ; il n'en reste pas moins que le système capitaliste, arrivé au stade impérialiste, a su intégrer peu à peu les dirigeants du mouvement ouvrier, car c'était là la condition fondamentale de son maintien — et de son "développement" toujours plus "unilatéral", "inégal" et souvent monstrueux.)

*Il s'ensuit qu'il ne faut donc pas confondre la conquête de réformes par le mouvement ouvrier, d'une part, et le réformisme comme courant politique existant au sein de celui-ci, d'autre part. Toute conquête sociale, qui comme telle constitue bien une "réforme" ne signifie pas que le mouvement de classe qui l'obtient soit "réformiste", bien au contraire. L'origine du "réformisme" n'est nullement ouvrière, elle est purement bourgeoise ; les conquêtes de la classe ouvrière sont toujours arrachées par son mouvement propre, qui est toujours un mouvement révolutionnaire en soi, quelle que soit la conscience qu'elle en ait. On ne peut donc pas mettre sur le même plan les conquêtes arrachées par la lutte de classe des travailleurs tout au long du XIXe siècle, d'une part, et celles obtenues par le mouvement ouvrier officiel qui, notamment dans les premières années du XXe siècle, avait acquis la puissance de mener un combat révolutionnaire pour abattre le système capitaliste, mais qui s'est transformé majoritairement en "réformisme" et n'a obtenu quelques-unes des conquêtes de son "programme minimum" qu'en substituant celui-ci au combat révolutionnaire (le "programme maximum" ; sur cette distinction, cf. par exemple le début du *Programme de Transition*). Il faut donc distinguer :*

- Les réformes arrachées au cœur du XIXe siècle ont non seulement permis une amélioration — d'ailleurs très relative — des conditions matérielles de la vie ouvrière, mais surtout la progressive constitution de la classe ouvrière comme classe ; comme le rappelle Daniel Gluckstein, elles étaient "intégrées" par la bourgeoisie dans le développement des forces productives, dont elles devenaient même un moteur : par exemple, la limitation de la journée de travail, en obligeant les capitalistes à développer la productivité, servit d'aiguillon à l'essor de la grande industrie, donc accéléra le développement des forces productives — tout en aiguisant en même temps les contradictions inhérentes au mode de production capitaliste en général.

- En revanche, les réformes de la fin du XIXe siècle et du début du XXe siècle (d'ailleurs nettement plus importantes en quantité en qualité que celles acquises au cœur du XIXe siècle), si elles ont elles aussi contribué à constituer la classe comme classe, ont également une autre signification : en les concédant, la bourgeoisie — qui les finançait par les surprofits réalisés par l'exploitation des peuples dominés — achetait par là une certaine paix sociale, dans le cadre d'une sorte de compromis tacite (et parfois explicite) entre elle et les dirigeants réformistes-opportunistes du mouvement ouvrier ; en même temps, cela permettait au capitalisme de continuer à se développer. Tel est du moins le lien établi par Lénine entre le réformisme comme courant politique "bourgeois" ou "petit-bourgeois" dans le mouvement ouvrier et l'impérialisme, qui "tend à créer, également parmi les ouvriers, des catégories privilégiées et à les détacher de la grande masse du prolétariat" (pp. 128-129).

On ne peut donc pas mettre toutes les conquêtes de la classe ouvrière sur le même plan, du point de vue historique de leur acquisition. Or c'est ce que fait Daniel Gluckstein, qui les énumère pêle-mêle, écrivant que "du droit de grève au droit d'organisation en passant par la limitation de la journée de travail, les salaires minimum, puis les conventions collectives, les statuts, les congés payés, les Codes du travail, les régimes de protection sociale et de retraite, les réformes progressistes arrachées par la classe ouvrière ont édifié toute l'ossature qui ont constitué la classe ouvrière comme classe dans la société (...)". Daniel Gluckstein ajoute :

“*Ultérieurement, [sic, je souligne] par crainte de perdre les bases mêmes de sa domination de classe, et pour contenir avec l'aide des appareils le mouvement ascendant des masses ouvrières et paysannes, l'impérialisme a dû céder des réformes d'une ampleur considérable (notamment 1936, 1944-45, à l'Ouest de l'Europe, aux États-Unis et dans les pays dominés qui ont arraché l'indépendance politique). C'est l'ensemble de ces réformes, de ces “bastions”, de ces “institutions” qui constitue la classe comme classe. La classe ouvrière n'existe que comme classe organisée. C'est dans le processus même qui la voit, comme classe ouvrière organisée, arracher des réformes à la classe capitaliste que s'est constitué l'appareil réformiste. Son existence a donc été liée à celle des réformes, en même temps qu'il utilisait les réformes comme un frein, voire un barrage à la montée révolutionnaire des masses.*”

Malgré la justesse théorique globale de ces affirmations, il demeure ici une certaine confusion historique, puisque Daniel Gluckstein ne montre pas clairement que les plus grandes conquêtes de la classe ouvrière qu'il énumère lui-même n'ont nullement été arrachées à l'époque de ce qu'il appelle le "capitalisme ascendant", mais bien à l'époque de l'impérialisme — notamment après la Seconde Guerre mondiale. C'est que, comme nous l'avons vu, il tient à maintenir contre vents et marées sa distinction selon laquelle "sous le capitalisme ascendant, le développement des réformes s'insère dans l'essor même des forces productives et la conquête du marché mondial" (p. 14), alors que, sous l'impérialisme, les réformes seraient constamment mises en cause. Mais, d'une part, toute conquête de la classe ouvrière a toujours, au XIXe siècle comme au XXe, été mise en cause si le rapport de force entre les classes permettait à la bourgeoisie de le faire ; et, d'autre part, les conquêtes ouvrières ont eu comparativement une importance bien plus grande pour le développement des forces productives au XXe siècle, en particulier depuis la Seconde Guerre mondiale, que pour celui du XIXe.

Il est clair que *les plus grandes conquêtes de la classe ouvrière ont été faites sous l'impulsion du mouvement de la classe, révolutionnaire en lui-même, même si ce mouvement est presque toujours resté inachevé, à cause de la collaboration de classes pratiquée par ses dirigeants réformistes et staliniens contre-révolutionnaires.* — Qu'il faille défendre aujourd'hui sans condition *toutes* les conquêtes de la classe ouvrière, quelles que soient les conditions dans lesquelles elles ont été acquises, ne doit pas nous faire oublier qu'au moment où elles ont été faites, certaines, en tant que simples réformes, n'étaient “progressistes” qu'en étant “opportunistes”, et en général purement et simplement contre-révolutionnaires. En effet, dans la plupart des pays du monde, l'écrasante majorité des grandes conquêtes de la classe ouvrière a été arrachée non pas au XIXe siècle, mais au XXe, entre les deux guerres mondiales et, surtout, à la fin de la seconde ; c'est-à-dire qu'elles ont été arrachées dans le cadre de la phase de ce que D. Gluckstein appelle “l'impérialisme décadent” ; et si elles ont été, finalement, de simples “réformes”, c'est que la puissance révolutionnaire des masses mobilisées a été déviée de son objectif révolutionnaire et trahie par les appareils, à commencer par l'appareil stalinien. Or c'est ce double résultat de la lutte des classes — immenses conquêtes, renforcement du poids social et politique de la classe ouvrière, d'une part, trahison des appareils, d'autre part — qui explique le fait que, comme le dit fort justement Daniel Gluckstein, “c'est la lutte de classe qui, en contraignant la classe capitaliste à accepter de substantielles augmentations de la valeur de la force de travail, joue le rôle le plus efficace — bien que limité dans le temps — de volant d'entraînement de la relance de l'économie mondiale” (p. 16 ; cf. à ce sujet l'étude complémentaire sur les “Trente Glorieuses”, qui me semble souvent convaincante).

Mais, selon moi, on peut dire la même chose de toutes les réformes et conquêtes de la classe ouvrière : ce ne fut jamais le mouvement propre du capital qui fut en soi “progressiste”, si ce n'est en un sens abstrait, essentiellement “technologique” ; le principal moyen pour développer les forces productives, à commencer par le développement du machinisme pour extorquer la plus-value relative, ce fut toujours la lutte de classe — essentiellement la lutte de la classe capitaliste contre la classe ouvrière, secondairement la lutte de la classe ouvrière contre la classe capitaliste.

VI. Forces productives et lutte des classes

En effet, le *moteur* de l'histoire, ce ne sont pas les modes de production considérés sous l'angle de leurs lois de fonctionnement, mais c'est la lutte des classes, qui a certes pour *base* tel ou tel mode de production, mais qui seule, en dernière analyse, est le moteur de leur histoire et, par là même, de l'histoire de toutes les sociétés divisées en classes. C'est donc la lutte des classes, et non la seule évolution des forces productives, qui détermine la nature et les termes de l' "alternative" politique devant laquelle se trouve l'humanité depuis près d'un siècle : socialisme ou barbarie ; et c'est elle qui déterminera les différentes formes sous lesquelles cette alternative ne cessera de se dresser devant le mouvement ouvrier jusqu'à la réalisation effective du communisme.

La lecture de l'ouvrage de Lénine sur l'impérialisme montre clairement que la question des forces productives ne doit pas être surévaluée, c'est-à-dire traitée comme si ces dernières étaient le moteur de l'histoire. Malheureusement, depuis plus d'un siècle, cette question a conduit trop souvent un certain nombre de marxistes à une vision mécaniste, économiste, voire téléologique de l'histoire.

Daniel Gluckstein, quant à lui, me semble isoler et surestimer de manière unilatérale la question des forces productives, et accorder corrélativement à la lutte des classes un rôle extérieur et surtout secondaire pas rapport au développement de celles-ci.

• *D'une part*, en effet, Daniel Gluckstein me semble tendre à faire de la lutte des classes un phénomène subordonné à l'évolution des forces productives, une sorte de processus *dérivé* ou un simple *effet* de cette évolution, dont l'action en retour serait limitée. Ainsi écrit-il : "Il n'existe pas de 'lois économiques immuables'. Il existe des tendances, lesquelles peuvent être — et sont constamment — contrariées par le cours des événements politiques et sociaux. Au premier rang de ces événements : la lutte des classes" (p. 15). Autrement dit, la lutte des classes est réduite ici à un simple "événement politique et social" — alors que c'est en réalité un *processus économique-socio-politique* non seulement permanent, mais encore *structurel*. En effet, la lutte des classes ne saurait être ramenée à un phénomène qui viendrait simplement "contrarier" les tendances économiques ; il n'y a pas d'un côté des "tendances", et de l'autre des "événements", mais uniquement la lutte des classes réelle qui est elle-même *le seul et unique processus par et dans lequel se réalisent les lois tendanciennes spécifiques des modes de production*. — Daniel Gluckstein écrit également, au sujet du "capitalisme ascendant", que, "dans cette phase du développement historique, la lutte de classe, les conquêtes ouvrières, lois sociales, droits et garanties, conquêtes démocratiques (et particulièrement droit à l'organisation indépendante) *s'inséraient* comme un facteur de développement des forces productives mises en œuvre par le mode de production capitaliste" (p. 358 ; je souligne). Autrement dit, la lutte des classes aurait été un "facteur" parmi d'autres du développement des forces productives et se serait réduite à "imposer à la classe capitaliste d'inscrire dans les institutions bourgeoises des réformes (garanties et conquêtes) arrachées par les luttes ouvrières". — En réalité, Daniel Gluckstein me semble confondre deux choses : d'une part, il est vrai que la lutte de la classe ouvrière est un facteur du développement des forces productives ; mais, d'autre part, Daniel Gluckstein semble ignorer que le facteur *principal* de ce développement est *toujours, incessamment* la lutte des classes — et non seulement lorsque des conquêtes ouvrières sont imposées aux capitalistes. En effet, *c'est la lutte constante de la classe capitaliste contre la classe ouvrière au sein même du processus de production qui entraîne le développement des forces productives*. De manière générale, la classe capitaliste a l'initiative et, par nature, elle domine le processus de la lutte des classes dans la production. En revanche, la lutte de la classe ouvrière, parce qu'elle consiste le plus souvent à *résister* à l'initiative permanente de la classe

capitaliste, n'est qu'un facteur subordonné du développement des forces productives — facteur qui devient décisif à certaines périodes historiques déterminées et limitées, lorsque le passage à l'offensive de la classe ouvrière lui permet d'arracher des conquêtes. C'est pourquoi Daniel Gluckstein me semble, d'un seul et même mouvement, non seulement sous-estimer la lutte des classes en général, puisqu'il ne voit pas qu'elle est de très loin le principal facteur de développement des forces productives, mais encore tendre souvent à réduire la lutte des classes à la lutte de la classe ouvrière. Sur ce second aspect, on peut prendre pour exemple cette affirmation concernant les *maquiladoras* mexicaines, selon laquelle “le capitalisme, à l'échelle mondiale, répond à la résistance et à l'organisation du mouvement ouvrier (...) en accentuant sa politique de destruction des forces productives sous la forme de la dévalorisation systématique de la principale force productive : la force de travail humaine” (p. 372) ; or cela n'est pas faux, mais le contraire est beaucoup plus vrai : la classe capitaliste se livre à une lutte permanente contre la classe ouvrière, et même si la résistance de celle-ci est également permanente, c'est bien plus constamment elle qui “répond” à l'offensive capitaliste que le contraire. En un mot, *la classe dominante est le plus souvent dominante dans la lutte des classes.*

• *D'autre part*, et corrélativement, Daniel Gluckstein me semble surestimer la question des forces productives, dans la mesure où il pense que leur évolution propre constitue le “fondement” de l'évolution du capitalisme. Il écrit, par exemple, que, durant “le stade du capitalisme ascendant, qui se développe, en gros, jusqu'au début du XXe siècle (...), le capitalisme est *fondé* sur le développement des forces productives” (je souligne). Or cette affirmation est doublement erronée¹ : d'une part, elle pêche par son caractère “métaphysique” : le mode de production capitaliste n'a pas d'autre “fondement” que lui-même, puisque c'est lui, au contraire, qui constitue la *base* des sociétés modernes ; d'autre part et surtout, ce mode de production *consiste* non pas fondamentalement dans le développement des forces productives, mais dans l'articulation contradictoire des forces productives et des rapports de production — lesquels sont des rapports entre classes sociales ; le développement capitaliste des forces productives, de même que le caractère contradictoire et limité de ce développement, n'est que l'effet de cette structure (même si, bien évidemment, d'un point de vue historique, la genèse de celle-ci “présuppose” un certain niveau de développement des forces productives médiévales).

La raison du rapport, à mon avis erroné, que Daniel Gluckstein établit entre l'évolution des forces productives et les développements de la lutte des classes me semble tenir à cette thèse, qu'il soutient comme un dogme inébranlable, selon laquelle “pour les marxistes, les forces productives constituent le critère déterminant pour analyser le caractère, progressiste ou dépassé, d'un mode de production déterminé”. En effet, cela a-t-il un sens de parler en général et de manière absolue du caractère “progressiste” ou “dépassé” d'un mode de production ou de telle ou telle époque de l'histoire ? Il est extrêmement rare que Marx et Engels disent du capitalisme de leur temps, que Daniel Gluckstein appelle unilatéralement le “capitalisme ascendant”, qu'il était “progressiste” en un sens absolu, ni même pour l'humanité en général (Daniel Gluckstein, p. 185) ; au demeurant, “l'humanité en général” n'est qu'une abstraction qui ne commence précisément à avoir un sens historique concret que par et dans l'homogénéisation — très relative — que lui imposent le capitalisme en général et l'impérialisme en particulier. — On peut certes considérer, avec raison, que l'exploitation monstrueuse des hommes, des femmes et des enfants, la régression sociale et la dégradation absolue des conditions de vie des masses populaires du XIXe siècle par rapport à celles de la seconde moitié du XVIIIe étaient historiquement *nécessaires*, c'est-à-dire inévitables, faute d'une force sociale capable de

¹ Et je ne reviens pas sur l'absurdité de la limite donnée par Daniel Gluckstein à sa propre affirmation, qui ne serait valable que pour le “capitalisme ascendant”. Comme si l'impérialisme n'avait pas le même “fondement”, ou plutôt la même nature essentielle, que le capitalisme prémonopoliste ! Je ne reviens pas non plus sur l'affirmation déjà critiquée (cf. ci-dessus, p. 20) selon laquelle, aujourd'hui “l'économie capitaliste ne repose plus tant sur l'accumulation du capital que sur le développement de la bulle spéculative”.

l'empêcher alors et de faire passer la société à une forme supérieure ; on peut même dire, avec Marx, que ce sont là des *conditions* nécessaires au développement de l'humanité² — bien qu'elles constituent en elles-mêmes des réalités monstrueuses qui ont conduit et qui conduisent toujours à la détérioration, au sous-développement et à la mort prématurée, une masse énorme d'individus de tous âges et même de peuples entiers. En revanche, je ne vois pas comment on pourrait dire qu'elles étaient “progressistes” en soi ou dans une sorte d'intérêt supérieur de je ne sais quel être métaphysique appelé "Humanité", "Progrès" ou "Histoire"¹. On ne peut considérer comme “progressiste” en soi ce “capitalisme ascendant” dont Daniel Gluckstein nous rappelle (p. 135) qu'il “créait des conditions de vie effroyables pour l'immense majorité de la population : exploitation, oppression, souffrance, etc. Bref, une situation où, pour l'immense majorité de la planète, il semblait bien que l'avenir soit fait, pour reprendre la formule de Lénine, comme étant une 'horreur sans fin' ". Lénine, précisément, tout en considérant, comme je l'ai montré, que l'impérialisme est un stade de développement sans précédent des forces productives, ne s'en prend pas moins avec véhémence au cynisme d'un Cunow, “apologiste allemand de l'impérialisme et des annexions, dont le raisonnement, cynique autant que vulgaire, est celui-ci : l'impérialisme, c'est le capitalisme contemporain ; le développement du capitalisme est inévitable et progressif ; donc, l'impérialisme est progressif ; donc, il faut se prosterner devant lui et chanter ses louanges ! C'est quelque chose dans le genre de la caricature que les populistes faisaient des marxistes russes dans les années 1894-1895 ; si les marxistes, disaient-ils, considèrent le capitalisme en Russie comme un phénomène inévitable et un facteur de progrès, il leur faut ouvrir un débit de boisson et s'occuper d'implanter le capitalisme” (p. 111). Lénine distingue donc clairement le développement impérialiste du capitalisme comme mode de production, d'une part, et le progrès social, de l'autre.

De la même manière, sous peine d'une vision abstraite (non dialectique) de l'histoire, on ne peut soutenir mécaniquement, unilatéralement, que la révolution prolétarienne n'est “mûre”

² Cf. par exemple le texte du *Capital* cité par Daniel Gluckstein p 185. Marx y parle manifestement des *conditions* nécessaires au “développement de l'humanité” et non pas de “progrès” en soi.

¹ Ainsi, dans *L'Idéologie allemande*, où ils présentent pour la première fois les grandes lignes de leur conception matérialiste de l'histoire, Marx et Engels ne cessent de se gausser de la notion (*bourgeoise*) du “Progrès” et de toute vision mécaniste ou téléologique de l'histoire. Dans les *Grundrisse*, qui constituent le premier brouillon du *Capital*, Marx écrit pour lui-même : “D'une manière générale, ne pas prendre le concept de progrès sous la forme abstraite, habituelle”. De fait, malgré un petit nombre d'apparences trompeuses, ni Marx, ni même Engels ne parlent, dans leurs œuvres postérieures, du caractère “progressiste” en soi, en un sens absolu, de tel ou tel mode de production. Ce problème pourrait faire l'objet d'une recherche approfondie. Je prendrai un seul exemple : dans *l'Anti-Dühring*, Engels explique que l'esclavage était la base et la condition de la magnifique civilisation grecque ; ce mode de production avait une nécessité historique dans la mesure où il correspondait à ce que les hommes de ce temps et de cette région du monde pouvaient réaliser ; mais Engels ne dit pas pour autant qu'il ait été “progressiste” en soi. Du reste, l'une des différences entre le mode de production grec et le mode de production capitaliste du XIXe siècle, c'est que, comme le dit Engels dans le texte en question, l'esclavage fut en un sens bénéfique aux esclaves eux-mêmes, puisqu'il leur permettait de rester en vie au lieu d'être massacrés ou dévorés, sort réservé jusqu'alors aux prisonniers de guerre ; en revanche, on ne peut pas en dire autant des prolétaires, hommes, femmes et enfants qui furent sacrifiés par millions pour que le mode de production puisse se développer à sa manière. — De même, il faut se méfier de la métaphore de la “roue de l'histoire”, même s'il arrive à Marx et Engels de l'employer. Comme toute métaphore, elle n'a qu'une validité limitée, et on tombe vite dans l'abstraction si on en use à l'emporte-pièce. Par exemple, Daniel Gluckstein emploie cette métaphore p. 168, au sujet du retour en force, aujourd'hui, du travail à domicile dans les pays développés, dont il croit qu'il existait essentiellement “à l'époque précapitaliste” “comme une étape vers l'accumulation et la concentration capitaliste” ; or, s'il s'agit certes là d'un fait qui montre le caractère réactionnaire de l'impérialisme d'aujourd'hui, il suffit cependant de relire la section 4 du livre I du *Capital* pour comprendre que, du temps de Marx déjà, le “progrès” constitué par le *développement* gigantesque du machinisme conduisait *en même temps* à cette *régression sociale* que constituait la recrudescence *sans précédent* du travail à domicile, effectué dans des conditions bien pires que celles de “l'époque précapitaliste”. Le travail à domicile ne fut pas anéanti par le développement en soi du capitalisme, mais par les conquêtes de la lutte des classes, lorsque celles-ci finirent — tardivement — par être appliquées également aux travailleurs à domicile, mettant alors fin aux gains obtenus par la surexploitation de ces ouvriers — gains qui jusque là compensaient largement, dans ces secteurs, la faible productivité du travail.

qu'à partir du moment où les forces productives ont atteint un prétendu point maximal de leur développement. C'est une vision mécaniste des choses que de croire en une détermination absolue de l'histoire par la seule évolution des forces productives, au détriment de la considération des rapports sociaux, des rapports politiques entre les classes à l'échelle internationale et des rapports entre la classe révolutionnaire et sa représentation politique. Si le processus de production conçu comme articulation contradictoire des forces productives et des rapports de production, est bien la *base matérielle* des modes de production, il n'est pas en lui-même le *moteur* de l'histoire — rôle supporté par la lutte des classes, et par elle seule.

Les contradictions fondamentales du système capitaliste, en particulier la contradiction essentielle entre les forces productives et les rapports de production, permettent certes de condamner abstraitement le capitalisme (il n'est pas éternel) ; mais elles ne suffisent nullement, par elles-mêmes, à le détruire : quelle que soit l'époque historique, le mode de production en tant que tel ne saurait "mourir", tel un organisme, du seul fait de son propre fonctionnement : seule la lutte des classes, avec ses nécessaires aléas, permet la réalisation de telle ou telle tendance à telle ou telle époque. Mais il ne saurait non plus "pourrir" sur pied comme un épi trop mûr qui n'a pas été cueilli. En effet, à la différence de ce dernier, le mode de production capitaliste en particulier ne peut continuer d'exister durablement qu'en continuant de se "développer", c'est-à-dire de se maintenir en étendant sa domination sur l'ensemble du processus de production et de la vie sociale des hommes, quel que soit le prix de ce maintien, quelle que soit l'horreur qu'il engendre sans cesse sur une échelle croissante. — De manière générale, d'ailleurs, on ne saurait se méfier suffisamment, par principe, de toutes ces *métaphores* que l'on emploie trop souvent sans esprit critique — qu'elles soient mécaniques, biologiques ou autres — sans voir qu'elles n'ont pas, en elles-mêmes, de validité scientifique. Dire, par exemple, que le capitalisme est "pourrissant", "putréfié", "moribond" ou "sénile", c'est user de métaphores biologiques qui, en assimilant le système capitaliste à un organisme vivant, n'ont qu'une valeur explicative limitée et ne sont trop souvent que des façons de parler ; et le fait que celui qui parle puisse s'appeler Lénine ou Trotsky ne change rien à l'affaire...

Trotsky, justement, commence le *Programme de Transition* (écrit en 1938) en disant que "la prémisses objective de la révolution prolétarienne est non seulement mûre, mais a même commencé à pourrir". Cela signifie, d'une part, que le capitalisme ne permet pas de satisfaire les besoins des masses, qu'il précipite dans la misère, le chômage, etc. ; et, d'autre part, que la lutte de la classe ouvrière — phénomène tout aussi objectif — a conduit depuis longtemps à une situation où elle a la force et les capacités de renverser le vieux monde. Autrement dit, cela signifie que la *question principale* ne doit être ni celle qui justifiait la politique des opportunistes avant la Première Guerre mondiale (ils attendaient passivement que les forces productives cessent effectivement de croître...), ni celle des staliniens (qui orientent la lutte des classes dans le sens du maintien des États bourgeois, sous prétexte que les conditions de la révolution ne seraient pas réunies). La question *principale* est celle des "conditions subjectives", c'est-à-dire celle non pas de la lutte des classes comme processus objectif, inévitable, spontané, mais celle de la *direction* révolutionnaire du prolétariat, celle du parti politique révolutionnaire. Je crois que nous sommes tous d'accord sur ce point. En revanche, le texte de Trotsky ne signifie pas, à mon avis, que ce problème de la direction soit nouveau : on ne saurait considérer, par exemple, qu'il n'était pas déjà posé avant la Première Guerre mondiale ; la politique du Parti bolchevik, celle des révolutionnaires au sein de la IIe Internationale montrent à l'envi qu'il était déjà le problème numéro un, même si les révolutionnaires n'ont pas su le résoudre à l'époque (ce qui, encore une fois, n'était pas fatal mais s'explique aussi par des raisons politiques). Car le fait que le non développement des forces productives pendant la récession économique absolue des années 1930 ait été le signe de la crise générale du système capitaliste d'alors, le fait que les développements de la lutte des classes dans un certain nombre de pays (Espagne et France, notamment) aient mis immédiatement à l'ordre du jour la prise du pouvoir par la classe ouvrière et la révolution

— ces faits ne signifient pas que la révolution socialiste ait pour condition *sine qua non* l'arrêt réel, absolu, du développement des "forces productives" effectivement mises en œuvre.

D'ailleurs, la plupart des révolutions effectives, victorieuses ou non, du prolétariat et des masses populaires, ont eu lieu dans les pays où le capitalisme était peu développé. Certes, ces pays constituaient des maillons dans la "chaîne impérialiste" ; mais le fait que, comme l'explique Lénine en 1917, ce soient précisément les "maillons les plus faibles" qui sautent les premiers et le plus facilement prouve que la question des forces productives ne peut être envisagée du point de vue d'une détermination objectiviste, économiste, mécaniste. Et le fait de se placer à l'échelle internationale ne fait que déplacer le problème, sans le résoudre : si les maillons les plus faibles sont les premiers à sauter, c'est qu'ils résistent le moins à la tension interimpérialiste résultant de l'exacerbation des contradictions propres au capitalisme parvenu à son stade impérialiste ; mais, même d'un point de vue international, ce n'est pas parce que les forces productives ont effectivement cessé de croître en un sens absolu. Si la situation devint révolutionnaire à partir de 1917 en Russie, puis en Europe, ce fut une conséquence des contradictions exacerbées de l'impérialisme et de la boucherie de la Première Guerre mondiale, et non pas la suite mécanique d'un franchissement effectif par les forces productives (le 3 août 1914 ?...) d'une sorte de "seuil" au-delà duquel elles n'eussent plus pu croître en un sens absolu. Et les échecs de la révolution socialiste depuis lors n'impliquent nullement que les forces productives décroissent ou stagnent en attendant celle-ci.

C'est pourquoi on aurait tort de se représenter la "barbarie" de manière "fixiste" comme une sorte de *terme* auquel nous mènerait le "mouvement propre" de l'impérialisme sénile ; ici comme ailleurs, le caractère métaphorique de l'expression peut conduire à des représentations inexactes de ce dont il s'agit. En effet, d'une part, ce "terme" hypothétique ne peut avoir de signification générale en dehors d'une catastrophe de dimension planétaire, en particulier d'une guerre généralisée — qui n'est certes pas à exclure sur le long terme ; d'autre part et surtout, la "barbarie" désigne plus fondamentalement les effets désastreux que l'impérialisme provoque *tous les jours* — et qui n'auront pas d'autre frein que celui imposé par la résistance des travailleurs et des peuples. En ce sens, la "barbarie" existe déjà partout — partout où existe la misère, partout où sévit la guerre, partout où les gens meurent de faim et, de manière générale, partout où le maintien du système impérialiste empêche les hommes de profiter des acquis réels et potentiels de la civilisation. Ce n'est donc pas seulement à une "transition vers la barbarie" (p. 364), même "en cours, quoique inachevée", que l'on a affaire, mais bien à une *tendance constante* à la "barbarie", qui, en tant que tendance, est propre au mode de production capitaliste en général (y compris le "capitalisme ascendant") mais qui, aujourd'hui, ne cesse de se réaliser dans des conditions de plus en plus effroyables pour une masse grandissante d'êtres humains. Ainsi la persistance du système signifie-t-elle que le développement actuel de la production de richesses — qui est très lent, de plus en plus "unilatéral" et "inégal", et qui reste de toute façon infiniment moins rapide que l'augmentation de la population mondiale — a pour prix, pour condition et aussi pour effet des conditions d'existence de plus en plus dramatiques pour de larges masses, une exclusion croissante de centaines de millions de travailleurs potentiels, un gaspillage toujours plus important du travail humain et de l'environnement, une destruction régulière de forces productives partout dans le monde... Mais il faut ajouter que, sauf généralisation mondiale des guerres locales et régionales — qui constitue une possibilité réelle —, ce "cours", en tant que tel, ne saurait avoir de *fin* (de terme) à laquelle il "aboutirait" un jour. Il n'y aura pas d' "*avènement* de la barbarie", pour reprendre un mot inadéquat qu'il arrive à Daniel Gluckstein d'employer (par exemple, p. 12). Autant la "barbarie" est un *processus* actuel incessant qui s'aggrave, autant il ne faut pas se l'imaginer comme un *état* dans lequel on plongerait demain comme dans un gouffre, un "abîme".

De l'autre côté, le développement du capitalisme a rendu possible et nécessaire l'organisation rationnelle de la production et de la société du point de vue d'un développement

harmonieux des forces productives, conforme à l'exigence de satisfaire les besoins humains et de permettre le libre développement des individus. A cet égard, il est bien évident que, s'il était vrai que les forces productives eussent effectivement décliné depuis 1914, ou même depuis 1929, elles seraient aujourd'hui dans un tel état que les conditions ne seraient plus réunies pour réaliser le socialisme ; en effet, celui-ci, en tant que mode de production, ne peut succéder qu'à un stade de très haut développement du capitalisme, et non à des décennies de pourrissement ; on n'aurait plus alors qu'à résister à la décomposition, mais la perspective du socialisme ne serait plus réaliste ; la "défensive" ne serait plus un moment transitoire dans le flux et le reflux de la lutte des classes, mais deviendrait une ligne d'action pérenne. En réalité, il est bien évident que le socialisme, historiquement nécessaire et à l'ordre du jour depuis longtemps, reste une exigence *immédiate* pour l'avenir de l'humanité — quelle que soit la conscience que les travailleurs en aient, quels que soient les reculs temporaires de cette conscience.

L'alternative "socialisme ou barbarie" doit donc être comprise, selon moi, comme la lutte entre les deux tendances fondamentales de la lutte des classes, la tendance à la "barbarie" étant actuellement dominante — depuis une vingtaine d'années en particulier —, du fait essentiellement de la trahison des appareils du mouvement ouvrier, qui a conduit et ne cesse de conduire à la crise et à la décomposition de celui-ci. Mais cela reste une tendance, qui est loin d'être pleinement réalisée : le processus est largement inachevé, même s'il tend à dominer la période et s'il accélère manifestement. La tendance opposée a pour *contenu* historique fondamental la tendance (largement inconsciente aujourd'hui) des masses au socialisme, parce que seul le socialisme permettra la satisfaction véritable de leurs revendications ; même si, bien évidemment, aujourd'hui, la *forme* générale, consciente, que prend cette tendance est la *résistance* des masses à la politique impérialiste — ainsi qu'un début de processus de recomposition du mouvement ouvrier à l'échelle internationale, sur la base de la défense des conquêtes, sur la ligne de la reconstruction du mouvement ouvrier indépendant et de la préservation de la classe ouvrière elle-même comme classe — conditions *sine qua non* de la révolution socialiste à venir.

Conclusion

Le livre de Daniel Gluckstein a l'incontestable mérite d'avoir essayé de montrer maintes affirmations sans cesse réitérées dans les documents les plus importants de la IV^e Internationale, mais très rarement démontrées. Malheureusement, la première moitié de cet ouvrage (c'est-à-dire toute la partie essentiellement "économique", qui couvre les chapitres II à IX) n'est que très partiellement convaincante et maints de ses passages sont non probants ou erronés, comme j'ai essayé de le montrer. La faiblesse de ces développements est d'autant plus regrettable que les longues considérations plus proprement "politiques" (chapitres X à XV) sur lesquelles elles sont censées déboucher sont non seulement justes, mais encore présentées de manière remarquablement claire et cohérente.

La raison de cette situation apparemment paradoxale me semble être la suivante :

- D'une part, cet ouvrage procède d'une juxtaposition assez artificielle de catégories marxistes souvent mal maîtrisées et de documents certes nombreux, mais sélectionnés de manière unilatérale et parfois utilisés sans esprit critique. Une telle démarche a fatalement pour conséquences un certain manque de rigueur dans la démonstration, la multiplication des erreurs théoriques, des confusions et des approximations.

- Mais, d'autre part, la justesse et l'efficacité de notre *politique* marxiste, telle que Daniel Gluckstein la présente, sont, quant à elles, les produits non pas de la théorisation schématique, dogmatique et non critique, mais d'une longue expérience passée de notre organisation, du combat pratique pour la continuité du marxisme, du bolchevisme et du trotskysme, intégrant les acquis théoriques propres au courant qui est le nôtre.

Rien n'est jamais définitivement acquis, et la théorie moins que toute autre chose. C'est pourquoi il est nécessaire *en permanence* d'étudier la théorie marxiste, de progresser dans sa compréhension, de former les militants — non seulement par l'initiation, mais aussi par la formation continue — et non par une hâtive vulgarisation, mais par la lecture et par l'étude critiques des grands textes marxistes. Il serait erroné de penser que le progrès théorique est devenu inutile, qu'il suffit aujourd'hui d'observer la réalité à travers le prisme de quelques notions "marxistes" vulgarisées pour la comprendre, donc pour agir correctement. En effet, le progrès politique n'est pas concevable sans progrès théorique : comme le dit Lénine, "sans théorie révolutionnaire, pas de pratique révolutionnaire". Seule l'étude sérieuse, patiente, non schématique de la réalité permet de la saisir dans ses déterminations principales. Comme la construction du parti, l'étude de la réalité ne saurait passer par des voies de traverse qui, loin de faire gagner du temps pour parer à l'urgence des tâches pratiques immédiates, ne constitueront jamais que des impasses théoriques — au risque de nuire également, tôt ou tard, à la pratique. Comme l'écrit Marx à l'éditeur français du *Capital* — le "citoyen La Châtre" : "Il n'y pas de route royale pour la science et ceux-là seulement ont chance d'arriver à ses sommets lumineux qui ne craignent pas de se fatiguer à gravir ses sentiers escarpés".

Je suis certain, pour ma part, que l'analyse des faits, la discussion collective, et l'étude de la théorie marxiste *dans son ensemble* par tous les camarades sont possibles et nécessaires, et permettront à notre organisation de progresser dans son élaboration non seulement théorique, mais aussi proprement politique. En effet, il me semble indispensable, si elle veut définir et assumer le mieux possible ses responsabilités politiques, que la IVe Internationale développe un véritable travail de formation théorique intégrant tous les militants et fondé sur la lecture des grands textes marxistes, que tout camarade peut lire, étudier et comprendre. Le développement de la lutte des classes et les difficultés devant lesquelles sont placés quotidiennement tous les militants et les courants qui cherchent la voie de la résistance et de la recomposition pour s'opposer à la décomposition du mouvement ouvrier rendent même urgent un progrès véritable de notre compréhension théorique de l'impérialisme d'aujourd'hui. Le livre de Daniel Gluckstein est la première contribution théorique d'une telle ampleur depuis des années ; la IVe Internationale a un besoin impérieux qu'elle ne soit pas la dernière : aujourd'hui comme hier, il nous faut montrer effectivement que, comme le dit Trotsky, "seuls, les constructeurs de la IVe Internationale, en s'appropriant les traditions de Marx et de Lénine, ont fait leur une attitude sérieuse envers la théorie".

Wolfgang

(septembre 1999, revu en janvier
et en mars 2000)